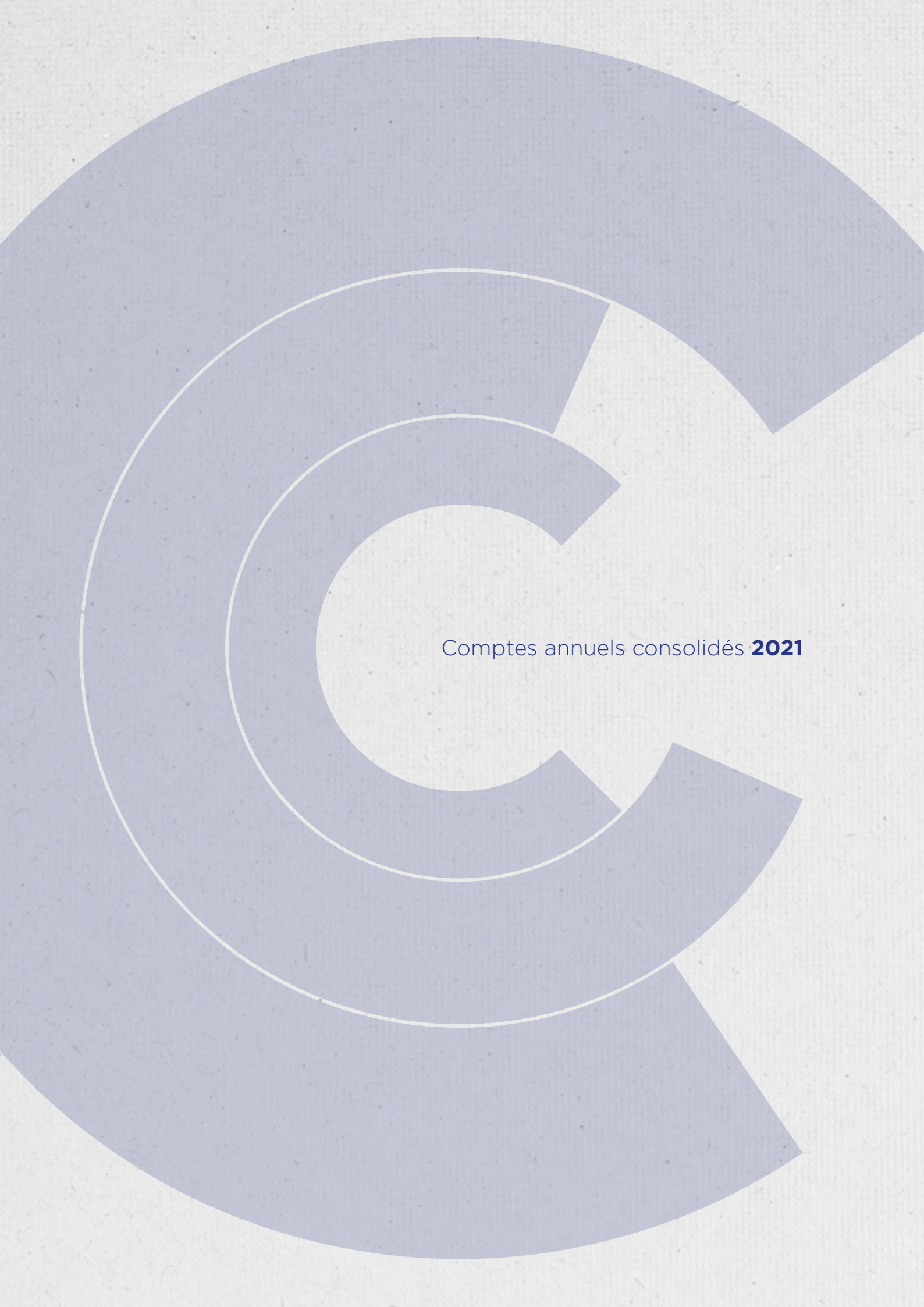




Comptes annuels
consolidés **2021**

A large, stylized, light blue 'C' logo is centered on the page. The 'C' is composed of three concentric, slightly offset curves, creating a sense of depth and movement. The background is a textured, light beige color.

Comptes annuels consolidés **2021**

Sommaire

01.
Conduril

04

02.
**Rapport
consolidé
de gestion**

10



03.
**États
financiers
consolidés
et annexes**

20

04.
**Rapport et avis
du Conseil de
surveillance**

74

05.
**Certification
légal des
comptes
consolidés**

78





01

Conduril

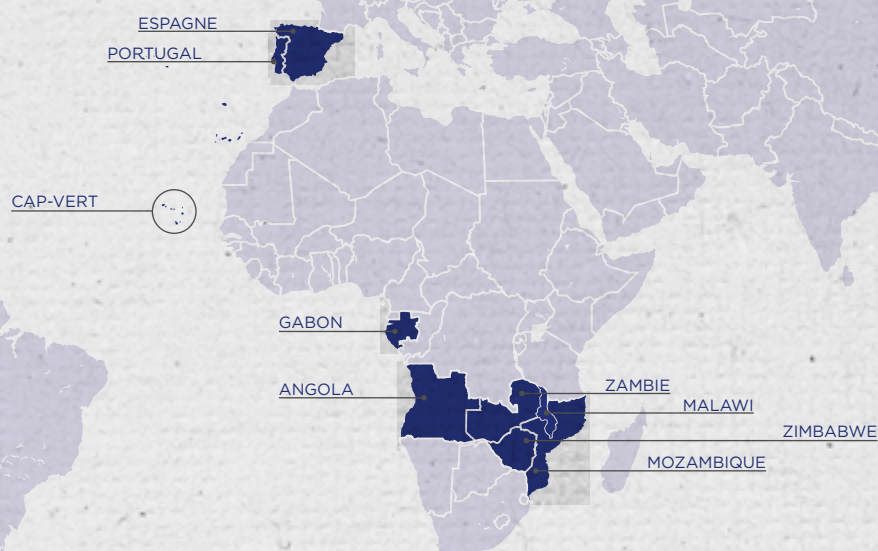
01

Conduril - Engenharia, S.A. (ci-après dénommée Conduril), dénomination adoptée en 2011, a été fondée en 1959 en tant que société à responsabilité limitée. La structure de l'actionnariat de l'entreprise, qui l'oriente jusqu'à nos jours, est modifiée en 1970 – elle est acquise par les actuels actionnaires de référence qui décident de la transformer en société anonyme en 1976. En 1990, ses actions ont été admises à la négociation à la Bourse de valeurs de Porto et de Lisbonne. C'est aujourd'hui une société ouverte cotée sur un marché non réglementé – Euronext Access.

Conduril développe toute son activité dans le domaine du Génie civil et souhaite être reconnue par le marché en tant que l'une des meilleures entreprises portugaises du secteur au niveau technique, économique et financier, capable de répondre aux défis qu'elle rencontre dans n'importe quelle zone géographique, grâce à sa flexibilité et à sa compétence.

Le siège social de l'entreprise est situé à Ermesinde, Portugal, et son activité s'est internationalisée sur les marchés d'Angola (en continu depuis 1990), du Mozambique (depuis 1997), du Maroc (2004), du Botswana (2008), de l'Espagne (2010), du Cap-Vert (2011), du Sénégal (2013), de la Zambie (depuis 2013), du Malawi (depuis 2014), du Gabon (depuis 2015) et du Zimbabwe (depuis 2019).

La création d'une richesse durable pour ses actionnaires et la responsabilité sociale envers ses collaborateurs demeurent son objectif principal. Pour soutenir ce dernier volet, l'entreprise a créé, en 1989, le Fonds de pension Conduril, entièrement financé par celle-ci, le pari sur la formation et sur le développement des compétences constituant l'un de ses fleurons. À cet égard, quelques actions doivent être mises en lumière, comme la création, en 2009 en Angola et en 2016 au Mozambique, de la Conduril Academy, un centre de formation professionnelle de la branche du génie civil et des travaux publics, ainsi que l'octroi de bourses universitaires dans ces pays.



L'engagement de Conduril passe également par le respect des exigences les plus élevées du processus de production, des cahiers de charges et en matière de durabilité environnementale, ce qui est certifié par l'APCER (agence portugaise de certification) au niveau de la qualité, de l'environnement, de la sécurité et de la santé au travail, aussi bien au Portugal qu'en Angola et au Mozambique.

Au-delà de ces certifications, Conduril possède un laboratoire central, accrédité par l'IPAC (institut portugais d'accréditation), pour la réalisation de différents essais dans le cadre des sols, des granulats et des bétons au Portugal, et attend que la certification soit également octroyée à son laboratoire du Mozambique à court terme. Au Portugal, elle possède également la certification du marquage CE pour les enrobés bitumineux dans sa centrale Intrame M-150, ainsi que pour la fabrication de structures métalliques (à travers l'entreprise Edirio).

La résilience démontrée au fil du temps n'a été possible que grâce à la force et l'ancrage des principes et de la culture de Conduril au sein de l'organisation. Dans cette mission qui vise à assurer sa pérennité, le timonier principal de l'entreprise est son Conseil d'administration, qui est présidé par le PCA et composé de sept autres membres, tous ayant développé leurs carrières professionnelles au sein de l'entreprise et composant le Comité exécutif.

ORGANES SOCIAUX

Bureau de l'Assemblée générale

Crisóstomo Aquino de Barros (président)
Amadeu Augusto Vinhas
Filipa Bastos Pinho Ferreira Lemos

Conseil d'administration

António Luís Amorim Martins (président)
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins
Maria Luísa Andrade Amorim Martins
António Baraças Andrade Miragaia
António Emanuel Lemos Catarino
Jorge Lúcio Teixeira de Castro
Miguel José Alves Montenegro de Andrade
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

Comité exécutif

Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (PDG)
Maria Luísa Andrade Amorim Martins (vice-PDG et DAF)
António Baraças Andrade Miragaia
António Emanuel Lemos Catarino
Jorge Lúcio Teixeira de Castro
Miguel José Alves Montenegro de Andrade
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães

Conseil de surveillance

Júlio Gales Ferreira Pinto (président)
Deolinda Paula Baptista Nunes
Jorge Manuel Silva Tavares
Alberto Luciano Costa Santos Rolo (suppléant)

Cabinet d'audit

Horwath & Associados, SROC, Lda.
Représenté par
Ana Raquel B. L. Esperança Sismeiro
João Miguel Neiva de Oliveira Coelho Pires (suppléant)





02

**Rapport consolidé
de gestion**



02

**CONFORMÉMENT AUX STATUTS ET DISPOSITIONS
LÉGALES APPLICABLES, LE CONSEIL
D'ADMINISTRATION DE CONDURIL - ENGENHARIA, S.A.
PRÉSENTE ET SOUMET À L'APPRÉCIATION DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ACTIONNAIRES LE
RAPPORT CONSOLIDÉ DE GESTION, LES COMPTES
CONSOLIDÉS DE LA PÉRIODE ET LES AUTRES
DOCUMENTS DE REDDITION DES COMPTES
CONSOLIDÉS CONCERNANT L'EXERCICE DE 2021.**

1.

L'année 2021 était attendue par les acteurs économiques comme l'année du « beau temps » après la « tempête » que le virus SARS-CoV-2 a propagé sur l'économie mondiale. La reprise s'est néanmoins montrée beaucoup plus lente que ce qui était prévu initialement.

Les mesures mises en place par les autorités gouvernementales en matière de lutte contre la pandémie ont conservé un caractère restrictif au cours de l'année, et, bien que la plupart des économies soient revenues sur le chemin de la croissance, il n'a pas encore été possible de le faire au rythme des années précédentes.

TABLEAU 1. Évolution du taux de croissance de la production réelle

	2022 (PREVISION)	2021 (ESTIMATION)	2020
Monde	4,0 %	5,5 %	-3,4 %
Portugal	4,8 %	4,2 %	-7,5 %
Angola	2,4 %	0,0 %	-4,0 %
Mozambique	3,8 %	2,1 %	-1,3 %
Zambie	0,9 %	1,5 %	-3,0 %
Malawi	4,0 %	2,5 %	0,8 %
Gabon	3,7 %	1,5 %	-1,7 %
Zimbabwe	4,1 %	6,3 %	-8,0 %

Source : Rapport des Nations Unies sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale 2022

Après la contraction vérifiée en 2020, les acteurs économiques n'étaient pas préparés à la reprise des transactions internationales, ce qui, conjointement avec le maintien de plusieurs aides publiques de promotion de l'économie locale, a conduit à une présence assidue des mots « inflation » et « pénurie » sur le marché des principaux produits de base en 2021.

TABLEAU 2. Évolution du taux d'inflation

	2022 (PREVISION)	2021 (ESTIMATION)	2020
Portugal	1,0 %	1,0 %	-1,0 %
Angola	22,3 %	25,9 %	22,3 %
Mozambique	3,5 %	2,9 %	2,5 %
Zambie	8,3 %	19,9 %	15,7 %
Malawi	5,3 %	5,1 %	5,0 %
Gabon	2,0 %	2,0 %	1,2 %
Zimbabwe	29,9 %	84,9 %	557,2 %

Source : Rapport des Nations Unies sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale 2022

Le secteur de la construction a rencontré des difficultés accrues au cours de l'année 2021 :

- la pénurie de main-d'œuvre a été aggravée par les arrêts maladie des employés qui ont eu un résultat positif après un test à la COVID-19 ;
- l'acquisition de nouveaux équipements et éléments de maintien a souffert plusieurs retards et hausses de prix, en grande partie en raison de la pénurie de composants électroniques ;
- les principaux matériaux utilisés dans le processus de production ont connu une hausse très significative des prix, certains ayant plus que doublé ;
- et la demande elle-même a conservé un comportement prudent, en retardant une fois de plus certains investissements annoncés depuis longtemps.

2.

Malgré tous les obstacles causés par la pandémie, par le retard de la mise en place des mesures du Plan de relance et de résilience au Portugal – dû en grande partie au rejet du budget de l'État et aux élections anticipées qui en ont résulté –, par l'inexistence de nouveaux chantiers en Angola – où une reprise graduelle après le processus électoral de 2022 est attendue – et par l'inexistence de nouveaux projets dans les pays où l'entreprise opère, 2021 a été une année de dépassement pour le groupe Conduril. L'effort conjoint de son capital humain a permis une amélioration de la plupart de ses indicateurs financiers :

INDICATEURS	2021	2020	2019
Actif (€)	381 358 328	377 031 776	370 893 772
Passif (€)	186 030 240	198 739 064	161 620 781
Capitaux propres (€)	195 328 088	178 292 712	209 272 991
Endettement net (€)	-4 338 883	11 724 002	-1 051 957
Chiffre d'affaires (€)	156 230 714	123 960 649	154 775 033
VAB (€)	63 009 471	49 573 427	59 030 795
EBE (€)	17 858 063	12 138 072	20 248 176
Résultat net de l'exercice (€)	5 784 268	1 141 046	2 465 333
Autonomie financière	51 %	47 %	56 %
Liquidité générale	188 %	157 %	184 %
Ratio de solvabilité	105 %	90 %	129 %

Le chiffre d'affaires du groupe a connu une hausse supérieure à 25 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution est fondée sur l'activité au Portugal, qui a représenté 64 % du total de l'activité, en particulier la contribution de deux des chantiers de plus grande envergure actuellement en cours au Portugal : le 3^e agrandissement de la jetée Est du Port de Sines et la construction du barrage de l'Alto Tâmega.

L'EBE a connu une amélioration de plus de 30 % et le résultat net de l'exercice a présenté une valeur quatre fois supérieur à celle de la période précédente.

Au niveau de la trésorerie, l'endettement net est redevenu négatif, après la situation exceptionnelle de 2020 – un fait qui découle en grande partie de l'investissement effectué cette année-là. À cet égard, il convient de souligner que tous les financements obtenus par le groupe sont pris en compte pour le calcul de cet indicateur, quel que soit leur échéance et/ou nature.

Il importe également de mettre l'accent sur l'évolution positive des indicateurs concernant l'autonomie financière et la liquidité, ce qui traduit la préoccupation constante du groupe en matière de durabilité de ses opérations.

Au cours de l'année, le groupe a élargi son portefeuille de travaux en cours et son éventail de clients dans les différentes zones géographiques en remportant plusieurs nouveaux chantiers au Portugal, en Angola, au Mozambique et en Zambie.

Comme mentionné dans le rapport de l'année précédente, la vente de la participation de la concessionnaire et de l'opérateur de la sous-concession du Baixo Alentejo s'est concrétisée au début du second semestre de 2021. En ce qui concerne la sous-concession de l'Algarve Litoral, Conduril conserve sa participation et demeure convaincue que la décision sur la demande d'indemnisation en cours devant le tribunal arbitral depuis 2019 sera favorable et aboutira en 2022.



MOZAMBIQUE

3.

Malgré cette période de grande instabilité sur le marché, le groupe a continué de miser sur le renforcement de sa capacité de production, en clôturant l'année 2021 avec un investissement dans les actifs supérieur à 9 millions d'euros.

L'investissement effectué au cours des trois dernières années, pour un montant cumulé d'environ 50 millions d'euros, permet de répondre plus rapidement et plus efficacement aux besoins des chantiers et, par conséquent, de ses clients.

4.

En 2021, le groupe a employé, en moyenne, 2 350 collaborateurs, dont 30 % sur le territoire national et le reste sur le continent africain, 6 % du total représentant des employés déplacés de leur pays de résidence.

La pandémie de COVID-19 a provoqué, d'une part, une limitation des ressources humaines du groupe et, de l'autre, une réduction de son efficacité. La coopération de tous les acteurs a néanmoins permis d'augmenter la productivité moyenne par personne de 25 % par rapport à 2020, ce qui s'est traduit par une amélioration de la rémunération moyenne par personne de 20 %.

La préoccupation du groupe concernant son effectif ne s'est pas limitée au niveau de la rémunération, étant donné qu'elle a maintenu la pérennité et a renforcé son fonds de pension, qui présentait une valeur supérieure à 11,2 millions d'euros à la fin 2021 (en 2020, sa valeur était de 10,6 millions d'euros).

5.

Dans le cadre de sa politique de bonne gouvernance de la société et consciente du besoin absolu d'une gestion appropriée des risques, le groupe Conduril possède une politique intérieure solide d'identification, de qualification et d'atténuation des risques pouvant avoir un impact négatif sur la réalisation de ses objectifs.

La gestion des risques chez le groupe va au-delà de la catégorisation conventionnelle des risques stratégiques, financiers et opérationnels, car il sait que les risques sont reliés entre eux, ont des délais courts et peuvent changer de catégorie rapidement.

Conscient du fait que les risques doivent être gérés et non évités, le groupe possède un département dédié à leur gestion. Cette gestion repose sur les piliers suivants :

- atténuer les risques – par la mise en œuvre de contrôles et/ou de mécanismes permettant de les minimiser ;
- transférer les risques – par le transfert des risques à d'autres entités, chaque fois que ce transfert est prévu comme avantageux pour le rapport coût-efficacité ;
- acceptation – par la reconnaissance formelle de l'existence des risques et le suivi de leur impact sur l'organisation.

6.

Alors que la pandémie a commencé à ralentir et que l'attention des acteurs économiques s'est tournée vers la menace d'une nouvelle grande guerre, qui apparaît de plus en plus préoccupante, le groupe est conscient que 2022 sera une année marquée par des défis de taille :

- l'aggravation généralisée de toutes les chaînes logistiques et d'approvisionnement ;
- la stabilisation tant désirée des prix des principaux produits de base est de plus en plus un mirage, une flambée des prix et l'augmentation de la pénurie de ceux-ci ayant été constatées ;
- les restrictions en matière de mobilité et d'utilisation de la capacité maximale tardent à disparaître, entraînant une situation de sous-utilisation constante de la plupart des ressources ;
- l'instabilité monétaire dans les pays où l'entreprise opère semble ne laisser aucun répit ;
- le nombre d'appels d'offres publics sur les marchés internationaux demeurera réduit.

Malgré ces adversités, le groupe reste confiant quant à la continuité d'un niveau d'activité et de rentabilité proche de celui de 2021, compte tenu :

- du carnet de commandes dont la valeur totale à la fin 2021 était supérieure à 500 millions d'euros ;
- du plan d'investissements prévus pour le secteur au Portugal, ayant pour base le plan de relance qui devrait gagner en visibilité au cours du second semestre de 2022 ;
- de la reprise graduelle prévue sur le marché angolais, en particulier la période faisant suite aux élections ;
- des efforts qui ont été développés au cours des dernières années et qui entraîneront l'expansion de l'activité vers de nouveaux marchés ; et
- de la confiance que le Conseil d'administration entretient avec ses ressources humaines, le facteur clé qui permet de différencier l'opération du groupe sur le marché.

7.

Autres informations :

- a)** Conduril détient des succursales en Angola, au Mozambique, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi et au Maroc. La succursale du Botswana a été fermée à la fin 2020 et la succursale du Gabon est devenue une filiale au cours du second semestre 2021.
- b)** Il n'y a aucune dette envers l'État ou tout autre organisme public, y compris la Sécurité Sociale.



PORTUGAL

c) Le capital social, composé de 2 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5 euros chacune, est entièrement souscrit et libéré.

d) Les 200 000 actions propres détenues par l'entreprise n'ont pas fait l'objet de transactions au cours de l'année.

e) Les valeurs mobilières émises par Conduril - Engenharia, S.A., détenues par les titulaires du Conseil d'administration, restent inchangées par rapport à l'année précédente.

f) Les affaires ou les opérations entre la société ou toute entité contrôlée par celle-ci et des membres de ses organes d'administration et de surveillance sont inexistantes ou revêtent la nature de transactions sans signification économique particulière pour aucune des parties concernées et sont réalisées dans le cadre de l'activité courante du groupe, dans des conditions normales de marché face à des opérations similaires. Lorsqu'elles existent, celles-ci feront l'objet d'une autorisation par délibération du Conseil d'administration, conformément aux dispositions du Code portugais des Sociétés commerciales.

8.

Le Conseil d'administration propose dans ses comptes annuels individuels que le résultat net de l'exercice de 2021, à hauteur de 5 782 682 euros, soit distribué comme suit :

- Dividendes : 1 800 000 euros, ce qui correspond à 1,00 euros par action ;
- Autres réserves : 3 982 682 euros.



PORTUGAL

9.

Pour conclure son rapport, le Conseil d'administration tient à remercier tous les collaborateurs du groupe, ainsi que ses clients, fournisseurs, institutions financières et les autres éléments des organes sociaux.

L'engagement, l'effort et la collaboration de tous ont été les éléments clés pour assurer ensemble la continuité de la croissance durable.

Fait à Ermesinde, le 4 mars 2022

Le Conseil d'administration





03

**États financiers
consolidés et annexe**

BILAN CONSOLIDÉ

Au 31 décembre 2021 et 2020

Montants exprimés en EUROS

	NOTES	2021	2020
ACTIF			
ACTIF NON COURANT			
Immobilisations corporelles	3;7	89 096 037	86 239 054
Immobilisations incorporelles	3;6	5 594 997	5 516 499
Participations financières (méthode de la mise en équivalence)	3;9	494 241	-
Autres immobilisations financières	3;19	33 827 624	73 240 968
Actifs d'impôt différé	3;17	7 889 897	5 761 847
Sous-total		136 902 796	170 758 368
ACTIF COURANT			
Stocks	3;10	16 788 209	13 647 671
Clients	3;19	105 193 170	85 113 548
Clients avec une retenue de garantie	3;19	6 240 046	6 173 167
État et autres organismes publics	21	21 289 866	17 638 405
Actionnaires		7 159	7 159
Autres comptes débiteurs	3;21	35 162 721	52 767 626
Charges constatées d'avance	3;21	1 484 510	1 207 230
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	3;19	45 410 058	1 805 766
Actifs non courants détenus à la vente	3;18	-	20 879 954
Autres actifs financiers	3;19	1 521	1 482
Encaisse et dépôts en banque	3;4	12 878 274	7 031 400
Sous-total		244 455 533	206 273 408
TOTAL DE L'ACTIF		381 358 328	377 031 776
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
CAPITAUX PROPRES			
Capital souscrit		10 000 000	10 000 000
Actions propres	3	(950 000)	(950 000)
Réserves légales		3 470 856	3 459 903
Autres réserves		205 679 034	205 082 903
Résultats reportés		5 719 711	6 684 910
Écarts de réévaluation		1 885 767	2 172 444
Ajustements / Autres variations des capitaux propres		(36 291 544)	(49 308 317)
Sous-total		189 513 824	177 141 843
Résultat net de l'exercice		5 782 682	1 136 131
Sous-total		195 296 506	178 277 974
Participations ne donnant pas le contrôle		31 582	14 738
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	3	195 328 088	178 292 712
PASSIF			
PASSIF NON COURANT			
Provisions	3;13	4 029 471	3 922 642
Financements obtenus	3;8;19	45 667 261	57 895 123
Passifs d'impôt différé	3;17	5 743 386	5 831 753
Autres comptes créditeurs	3;21	286 115	-
Sous-total		55 726 233	67 649 517
PASSIF COURANT			
Fournisseurs	3	40 241 278	42 252 963
Avances de clients	3	26 410 251	34 662 669
État et autres organismes publics	21	16 394 756	16 121 606
Actionnaires		2 842 761	2 846 179
Financements obtenus	3;8;19	28 162 770	21 977 654
Autres comptes créditeurs	3;21	14 745 527	11 610 362
Produits constatés d'avance	3;21	1 506 663	1 618 115
Sous-total		130 304 007	131 089 547
TOTAL DU PASSIF		186 030 240	198 739 064
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF		381 358 328	377 031 776

L'administration,

Le comptable certifié,

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ PAR NATURE

Au 31 décembre 2021 et 2020

Montants exprimés en EUROS

PRODUITS ET CHARGES	NOTES	2021	2020
Ventes et services fournis	3;12;21;22	156 230 714	123 960 649
Subventions d'exploitation		-	-
Gains / pertes affectés aux filiales, sociétés associées ou coentreprises	3;9	447 798	(220 663)
Variation des stocks de la production	3;10	12 104	(137 862)
Travaux au sein de l'entreprise	3	1 182 367	1 648 333
Coût des marchandises vendues et des matières consommées	10	(50 860 303)	(35 118 870)
Fournitures et services extérieurs	21	(53 673 311)	(58 412 228)
Frais de personnel	3;20;21	(45 151 408)	(37 435 355)
Dépréciation de stocks (pertes / reprises)	3;10	(59 096)	-
Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises)	3;19	(1 433 772)	-
Provisions (augmentations / diminutions)	3;13	(117 239)	(795 127)
Dépréciation d'investissements non amortissables (pertes / reprises)		-	-
Augmentations / diminutions de la juste valeur		-	1 671
Autres revenus	14;21	31 146 984	30 768 308
Autres charges	14;21	(21 476 882)	(12 914 239)
Résultat avant dépréciations, charges de financement et impôts		16 247 955	11 344 615
Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement	3;6;7	(6 880 435)	(4 737 326)
Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises)		-	-
Résultat d'exploitation (avant charges de financement et impôts)		9 367 520	6 607 289
Intérêts et produits assimilés obtenus		-	-
Intérêts et charges assimilées supportées	3;21	(3 371 724)	(3 317 091)
Résultat avant impôts		5 995 796	3 290 198
Impôt sur les bénéfices de l'exercice	3;17	(211 528)	(2 149 152)
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		5 784 268	1 141 046
Résultat des activités discontinues (net d'impôts) y compris dans le résultat net de l'exercice		-	-
RÉSULTAT NET POUR L'EXERCICE ATTRIBUABLE :			
Détenteurs de capitaux de la société mère		5 782 682	1 136 131
Participations ne donnant pas le contrôle		1 586	4 915
Sous-total		5 784 268	1 141 046
RÉSULTAT PAR ACTION NON DILUÉ		3,21	0,63

L'administration,

Le comptable certifié,

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Au 31 décembre 2021 et 2020

Montants exprimés en EUROS

POSTES	NOTES	2021	2020
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Encaissements clients		135 556 101	152 947 964
Règlements fournisseurs		(120 640 461)	(100 491 647)
Rémunérations du personnel		(40 597 914)	(32 939 213)
Trésorerie générée par les opérations		(25 682 274)	19 517 104
Impôt sur les bénéfices payé / perçu		(584 800)	(828 824)
Autres encaissements / décaissements		3 430 917	(11 083 276)
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES (1)		(22 836 158)	7 605 003
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :			
Immobilisations corporelles		(4 035 198)	(8 173 316)
Immobilisations incorporelles		-	(5 203)
Immobilisations financières		(37 454)	(47 609)
Autres actifs		-	-
ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :			
Immobilisations corporelles		1 880	276 594
Immobilisations financières		23 222 151	9 510
Intérêts et produits assimilés		4 174 803	2 957 882
Dividendes		41 627	130 743
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (2)		23 367 809	(4 851 398)
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
ENCAISSEMENTS PROVENANT DE :			
Financements obtenus		127 170 859	96 331 590
Autres opérations de financement		-	-
DÉCAISSEMENTS CONCERNANT :			
Financements obtenus		(116 301 072)	(96 655 572)
Financements leasings		(4 811 322)	(2 276 770)
Intérêts et charges assimilées		(2 369 839)	(2 523 498)
Dividendes		(540 000)	-
Réductions de capital et d'autres instruments de capitaux propres		-	-
Autres opérations de financement		-	-
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT (3)		3 148 626	(5 124 251)
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie (1 + 2 + 3)		3 680 277	(2 370 646)
Effets advenant des différences de change		2 166 597	(787 167)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice		7 031 400	10 189 212
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	4	12 878 274	7 031 400

L'administration,

Le comptable certifié,

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Montants exprimés en EUROS

CAPITAUX PROPRES ATTRIBUÉS AUX DÉTENTEURS DE CAPITAUX DE LA SOCIÉTÉ MÈRE												
	NOTES	CAPITAL SOUSCRIT	ACTIONS (PARTS) PROPRES	RÉSERVES LÉGALES	AUTRES RÉSERVES	RÉSULTATS REPORTÉS	ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	AJUSTEMENTS / AUTRES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	TOTAL	PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
SITUATION AU 1 ^{ER} JANVIER 2021		10 000 000	(950 000)	3 459 903 10 953	205 082 903 1 125 178	6 684 910	2 172 444	(49 308 317)	1 136 131 (1 136 131)	178 277 974	14 738	178 292 712
Affectation du résultat de l'exercice												
Situation au 1 ^{er} janvier 2021 suite à l'affectation du résultat		10 000 000	(950 000)	3 470 856	206 208 081	6 684 910	2 172 444	(49 308 317)	-	178 277 974	14 738	178 292 712
VARIATIONS AU COURS DE L'EXERCICE :												
Première adoption du nouveau référentiel comptable										-		-
Changements de méthodes comptables										-		-
Écarts de conversion des états financiers								13 802 883		13 802 883	15 397	13 818 280
Libération d'écarts de réévaluation										-		-
Écarts de réévaluation						53 157	(53 157)			-		-
Ajustements d'impôt différé						233 520	(233 520)			-		-
Changements actuariels des avantages postérieurs à l'emploi								(2 495 513)		(2 495 513)		(2 495 513)
Application de la méthode de la mise en équivalence										-		-
Autres variations comptabilisées dans les capitaux propres					10 953	(1 251 876)		1 709 403		468 480	(138)	468 342
		-	-	-	10 953	(965 199)	(286 677)	13 016 773	-	11 775 850	15 258	11 791 108
Résultat net de l'exercice									5 782 682	5 782 682	1 586	5 784 268
Résultat global									5 782 682	17 558 532	16 844	17 575 377
OPÉRATIONS AVEC DÉTENTEURS DE CAPITAUX AU COURS DE L'EXERCICE												
Souscriptions de capital										-		-
Souscriptions de primes d'émission										-		-
Distributions					(540 000)					(540 000)		(540 000)
Apports à la couverture de pertes										-		-
Autres opérations										-		-
		-	-	-	(540 000)	-		-	-	(540 000)	-	(540 000)
SITUATION À LA FIN DÉCEMBRE 2021	3	10 000 000	(950 000)	3 470 856	205 679 034	5 719 711	1 885 767	(36 291 544)	5 782 682	195 296 506	31 582	195 328 088

L'administration,

Le comptable certifié,



03

**ANNEXE AUX
ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS AU
31 DÉCEMBRE 2021**

1. INTRODUCTION

ACTIVITÉ

Conduril - Engenharia, S.A. (« Conduril » ou « entreprise ») a été fondée en 1959 et est devenue une société anonyme en 1976 ; son siège social est situé Av. Eng.º Duarte Pacheco, 1835 - 4445-416 Ermesinde - Valongo ; accompagnée de ses sociétés associées (« groupe »), elles ont pour activité principale les ouvrages de génie civil et tous les travaux en rapport avec ce secteur d'activité.

Le Conseil d'administration considère que ces états financiers consolidés donnent une image fidèle des opérations des entreprises faisant partie du groupe, ainsi que de leurs situations et performances financières et de leurs flux de trésorerie.

Le Conseil d'administration continuera à suivre tous les développements associés à la situation économique nationale et internationale, notamment la guerre en Ukraine. Il est probable que cet événement ait un impact négatif sur l'environnement économique actuel, pouvant devenir un contexte de forte incertitude et de rapide évolution, raison par laquelle il est impossible d'estimer avec une certitude raisonnable l'éventuel impact sur l'activité du groupe. Selon les normes comptables, ces faits survenus après la date de clôture ont été considérés comme des événements ne donnant pas lieu à des ajustements.

Les états financiers consolidés sont déposés au siège de l'entreprise.

Tous les montants mentionnés dans le présent document sont exprimés en euros et arrondis à l'unité.

Le périmètre de consolidation de Conduril - Engenharia, S.A. inclut les entités suivantes :

CONSOLIDATION INTÉGRALE	%
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	100,00
Edirio - Construções, S.A.	100,00
Métis Engenharia, Lda.	99,00
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	100,00
Urano, Lda.	99,00
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	100,00
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	100,00
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	100,00
Conduril Engenharia Gabon, S.A.*	100,00
CONSOLIDATION PROPORTIONNELLE :	
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	33,33
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	50,00
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	16,67
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	17,86
MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE :	
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	21,64
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	33,33

*La filiale Conduril Engenharia Gabon, S.A. est le résultat de la transformation de la succursale du Gabon le 1^{er} juillet 2021.

COVID-19

L'épidémie de COVID-19 a été considérée comme une pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) le 11 mars 2020, l'état d'urgence ayant été déclaré au Portugal le 18 mars 2020 et dès cette date dans tous les pays où nous opérons. Au cours des derniers mois, nous vivons dans un contexte de grande incertitude, causée directement et indirectement par la pandémie de COVID-19. Depuis le début, le groupe suit de près tous les développements associés à cette maladie, en mettant prudemment en œuvre les mesures considérées comme appropriées, en fonction des recommandations des autorités internationales et des organismes compétents des pays où il agit. L'impact de la pandémie sur l'activité du groupe a été ressenti, surtout, au niveau de quelques arrêts ou suspensions de la production en conséquence des restrictions imposées au niveau des déplacements et des confinements, ainsi que des frais liés aux mesures qu'il a fallu prendre dans le domaine de la sécurité au travail. De plus, en 2020, le groupe a adhéré à des plans moratoires au titre de certains financements bancaires dans le cadre des plans de relance économique et de lutte contre les impacts économiques et sociaux de la pandémie provoquée par la maladie COVID-19. Nous sommes encore dans un contexte d'une certaine incertitude quant à l'avenir, malgré la levée progressive des restrictions qui ont été imposées.

L'administration de Conduril a assuré la préparation des plans d'action d'urgence et de prévention considérés comme nécessaires et appropriés, afin d'anticiper et d'atténuer les effets négatifs et les impacts économiques et financiers dans ses activités. Ces plans sont constamment revus et mis à jour, en fonction de l'évolution de la pandémie et de ses effets dans chacune des zones géographiques dans lesquelles Conduril est présente. Compte tenu des faits survenus jusqu'aujourd'hui, bien qu'il y ait encore une incertitude par rapport à l'impact futur de la pandémie, on estime que ceux-ci ne mettront pas en cause la continuité des opérations du groupe.

2. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE POUR LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

2.1. Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des registres comptables du groupe et conformément aux normes du Système de normalisation comptable, en vertu des lois suivantes :

- Décret-loi n° 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin (Système de normalisation comptable) ;
- Arrêté ministériel n° 220/2015, du 24 juillet (Modèles d'états financiers) ;
- Avis n° 8254/2015, du 29 juillet (Structure conceptuelle) ;
- Avis n° 8256/2015, du 29 juillet (Normes comptables et d'information financière) ;
- Arrêté ministériel n° 218/2015, du 23 juillet (Code des comptes).

2.2. Indication et commentaires concernant les comptes de bilan et les comptes de résultat dont le contenu n'est pas comparable à celui de l'exercice précédent :

Les montants indiqués à des fins comparatives sont comparables et présentés selon le modèle résultant des modifications introduites par les normes légales mentionnées au paragraphe précédent.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables adoptées lors de la préparation des états financiers ci-joints sont les suivantes :

3.1. Bases d'évaluation utilisées lors de la préparation des états financiers

Les états financiers ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables des entreprises faisant partie du groupe, tenus conformément aux Normes comptables et d'information financière (NCRF).

A. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les principes de consolidation adoptés par le groupe lors de la préparation de ses états financiers consolidés sont les suivants :

i. Participations dans des filiales

Les participations financières dans des entreprises dans lesquelles le groupe détient, directement ou indirectement, plus de 50 % des droits de vote dans l'assemblée générale ou dans lesquelles il détient le pouvoir de contrôler leurs politiques financières et opérationnelles (définition de contrôle utilisée par le groupe) sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de l'intégration globale. Les capitaux propres et le résultat net de ces entreprises correspondant à la participation de tiers sont présentés séparément dans le bilan consolidé et dans le compte de résultat consolidé, dans le poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

Lorsque les pertes attribuables aux actionnaires / associés minoritaires dépassent l'intérêt minoritaire dans les capitaux propres de la filiale, le groupe absorbe cet excédent et toutes les pertes supplémentaires, sauf si les actionnaires / associés minoritaires sont tenus et en mesure de couvrir ces pertes. Si la filiale dégage par la suite des bénéfices, ceux-ci sont attribués au groupe jusqu'à ce que la part des pertes relatives aux minoritaires imputée au groupe ait été couverte.

Le résultat des filiales acquises ou vendues au cours de l'exercice est compris dans le compte de résultat depuis la date de leur acquisition ou jusqu'à la date de leur vente, respectivement.

Le cas échéant, des ajustements aux états financiers des filiales sont effectués afin d'adapter leurs méthodes comptables à celles utilisées par le groupe. Les transactions, les soldes et les dividendes distribués entre les entreprises du groupe sont supprimés lors du processus de consolidation.

Dans les situations où le groupe détient, en substance, le contrôle d'autres entités créées dans un but déterminé (« Entités ad hoc »), même s'il ne détient pas des participations en capital directement ou indirectement dans ces entités, celles-ci sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

ii. Participations dans des sociétés associées

Les participations financières dans des sociétés associées (les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence considérable, mais sans avoir leur contrôle ou un contrôle conjoint, à travers la participation aux décisions financières et opérationnelles de la société – généralement il s'agit d'investissements représentant entre 20 % et 50 % du capital d'une société – sont considérées comme telles) sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

D'après la méthode de la mise en équivalence, les participations financières dans des sociétés associées sont comptabilisées initialement au coût d'acquisition, majoré ou déduit de la valeur correspondant à la part des capitaux propres de ces sociétés, déclarées à la date d'acquisition ou de la première application de la méthode de la mise en équivalence. Les participations financières sont ultérieurement ajustées chaque année par la valeur correspondante à la participation dans le résultat net des sociétés associées en contrepartie de revenus ou de charges de l'exercice. De plus, les dividendes de ces entreprises sont enregistrés comme une diminution de la valeur de l'investissement, la part proportionnelle dans les variations des capitaux propres étant enregistrée comme une variation des capitaux propres du groupe.

Les différences entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de la société associée à la date d'acquisition, si elles sont positives, sont comptabilisées comme *goodwill*. Si ces différences sont négatives, après nouvelle confirmation de la juste valeur attribuée, elles sont enregistrées comme gains de l'exercice dans le poste « Autres revenus ».

Une évaluation des participations dans des sociétés associées est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme charges. Lorsque les pertes de valeur comptabilisées au cours d'exercices précédents cessent d'exister, elles font l'objet d'une reprise.

Lorsque la part du groupe dans les pertes cumulées de la société associée dépasse la valeur enregistrée de l'investissement, celui-ci est déclaré comme nul, sauf si le groupe s'est engagé avec la société associée, une provision pour faire face à ces obligations étant enregistrée dans ces cas.

Les revenus latents sur des transactions avec des sociétés associées sont supprimés dans les mêmes proportions que la participation du groupe dans la société associée, en contrepartie de l'investissement dans celle-ci. Les pertes latentes sont supprimées de manière similaire, mais seulement dans la mesure où la perte n'indique pas que l'actif transféré a subi une perte de valeur.

iii. Entités contrôlées conjointement

Les participations financières dans des entreprises / entités contrôlées conjointement ont été consolidées dans les états financiers ci-joints selon la méthode de l'intégration proportionnelle, depuis la date à laquelle le contrôle est partagé. D'après cette méthode, les actifs, les passifs, les charges et les revenus de ces entreprises ont été intégrés dans les états financiers consolidés, poste par poste, dans la proportion du contrôle attribuable au groupe.

La classification des participations financières détenues dans des entreprises / entités contrôlées conjointement est déterminée sur la base :

- des accords d'actionnaires régissant le contrôle conjoint ;
- du pourcentage effectif de détention ;
- des droits de vote détenus.

Toute différence de consolidation générée lors de l'acquisition d'une entreprise / entité contrôlée conjointement est enregistrée selon les méthodes comptables définies pour les filiales. Les transactions, les soldes et les dividendes distribués entre les entreprises contrôlées conjointement sont supprimés dans la proportion du contrôle attribuable au groupe.

iv. Goodwill

À la date de clôture, une évaluation concernant la recouvrabilité de la valeur nette du *goodwill* est faite, une perte de valeur étant comptabilisée dès que la valeur comptable du *goodwill* dépasse sa valeur recouvrable. La valeur du *goodwill* n'est pas amortie. Le gain ou la perte lors de la cession d'une entité incluent la valeur comptable du *goodwill* relative à cette entité, sauf si l'activité associée à ce *goodwill* continue de générer des bénéfices pour le groupe. Les pertes de valeur relatives au *goodwill* ne sont pas reprises et sont enregistrées dans le compte de résultat de l'exercice dans le poste « Dépréciation d'investissements non amortissables (pertes / reprises) ».

Les différences entre le coût d'acquisition des participations dans des filiales et des sociétés associées et la juste valeur de leurs actifs et passifs identifiables (y compris des passifs éventuels) à la date d'acquisition, si elles sont négatives, sont comptabilisées comme des revenus à la date d'acquisition, après nouvelle confirmation de la juste valeur des actifs et des passifs identifiables.

Le gain ou la perte concernant la cession d'une entité incluent la valeur comptable du *goodwill* relative à cette entité, sauf si l'activité associée à ce *goodwill* continue de générer des bénéfices pour le groupe.

v. Conversion des états financiers des filiales libellés en monnaie étrangère

Les actifs et les passifs des états financiers des entités étrangères faisant partie de la consolidation sont convertis en euros, selon les taux de change en vigueur à la date de clôture et les revenus et charges selon les taux de change moyens. La différence de change résultant est enregistrée dans le poste de capitaux propres « Autres variations des capitaux propres ».

La valeur du *goodwill* et les ajustements de la juste valeur résultant de l'acquisition d'entités étrangères sont considérés comme des actifs et des passifs de ces entités et convertis en euros selon le taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Lorsqu'une entité étrangère est cédée, la différence de change cumulée est comptabilisée dans le compte de résultat comme gains ou pertes de la cession.

B. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles, qui concernent essentiellement les droits de superficie et les logiciels, sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué d'éventuelles pertes de valeur et amortissements cumulés. Ces actifs sont amortis à partir du moment où les actifs sous-jacents sont achevés ou en cours d'utilisation, suivant la méthode linéaire, pour une période de 60 et de 6 ans, respectivement.

Les immobilisations incorporelles ne sont comptabilisées que s'il est probable qu'elles présentent des bénéfices économiques futurs pour le groupe, qu'elles soient contrôlables par le groupe ou qu'elles puissent être mesurées de façon fiable.

Les coûts de développement, dont le groupe est capable pour compléter son développement et commencer sa commercialisation et/ou son utilisation, et dont l'actif est susceptible de générer de bénéfices économiques futurs, sont capitalisés. Les coûts de développement qui ne respectent pas ces critères sont enregistrés comme des charges de l'exercice au cours duquel ils interviennent.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

C. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles acquises jusqu'au 1^{er} janvier 2009 sont enregistrées à leur coût effectif, qui correspond au coût d'acquisition ou au coût d'acquisition réévalué, suivant les principes comptables généralement admis au Portugal jusqu'à cette date, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles acquises après cette même date sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulées.

Les amortissements sont comptabilisés après la date de début d'utilisation des biens, suivant la méthode linéaire, sur une base annuelle.

Les taux d'amortissement utilisés au cours de cet exercice correspondent aux durées de vies utiles estimées comme suit :

	ANNÉES
Bâtiments et autres constructions	4 - 50
Équipement de base	3 - 30
Matériel de transport	4 - 12
Fournitures administratives	3 - 25
Autres immobilisations corporelles	4 - 20

Les charges concernant l'entretien et la réparation n'augmentant pas la durée de vie utile de ces immobilisations corporelles sont enregistrées comme des charges de l'exercice au cours duquel elles interviennent. Les charges concernant de réparations et renouvellements majeurs sont incluses dans la valeur comptable de l'actif lorsqu'il en adviendra des bénéfices économiques futurs supplémentaires.

Les immobilisations corporelles en cours représentent des actifs encore en phase de construction ou en transit et sont enregistrées au coût d'acquisition diminué d'éventuelles pertes de valeur. Ces actifs sont amortis dès leur mise en usage.

Les plus-values ou moins-values découlant de la vente ou de la mise au rebut de ces actifs sont déterminées par la différence entre le prix de vente et la valeur comptable nette à la date de la cession / mise au rebut et elles seront enregistrées dans le compte de résultat à leur valeur nette comme « Autres revenus » ou « Autres charges ».

D. CONTRATS DE LOCATION

La classification des contrats de location en location-financement ou en location simple est faite en fonction de la substance du contrat et non de sa forme.

Les contrats de location dans lesquels le groupe est locataire sont classés comme des contrats de location-financement s'ils ont pour effet de transférer substantiellement tous les risques et les avantages inhérents à leur possession, ou comme des contrats de location simple s'ils ont pour effet de ne pas transférer substantiellement tous les risques et avantages inhérents à leur possession.

D'après la méthode financière, le coût de l'actif est enregistré comme un actif, la responsabilité correspondante est enregistrée dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », et les intérêts compris dans le montant des loyers et la réintégration de l'actif sont enregistrés comme des charges dans le compte de résultat de l'exercice concerné.

Dans les contrats de location simple, les loyers restant à payer sont comptabilisés comme des charges dans le compte de résultat, sur une base linéaire, au cours de l'exercice du contrat de location.

E. INTÉGRATION DE SUCCURSALES

Les informations comptables des succursales où le groupe opère, notamment en Angola, au Mozambique, au Maroc, au Cap-Vert, en Zambie, au Malawi et au Gabon (depuis le 1^{er} juillet 2021, la succursale du Gabon est devenue une société anonyme, intégrant donc les filiales) intègrent, tous les mois, la comptabilité. Les soldes et les transactions au cours de l'exercice entre le siège et les succursales sont annulés.

Lorsque la monnaie fonctionnelle de la succursale est différente de la monnaie de présentation du groupe, le processus d'intégration est réalisé à travers la conversion de tous les écarts des actifs et des passifs, des produits et des charges selon le taux de change en vigueur à la date de chaque intégration mensuelle. À la date de publication des comptes, les différences de change sur les actifs et passifs monétaires sont établies et enregistrées tous les mois comme des variations des capitaux propres.

Pour l'information comptable des succursales, on utilise, essentiellement, les méthodes comptables en vigueur au Portugal. Afin d'assurer l'uniformité des méthodes comptables, lorsque le cadre normatif local diverge du cadre normatif en vigueur au Portugal, les ajustements nécessaires sont effectués.

F. DÉPRÉCIATION DES ACTIFS NON COURANTS (À L'EXCEPTION DU GOODWILL)

Une évaluation de la dépréciation par référence au final de chaque exercice est effectuée, si un événement ou une modification des circonstances indique que le montant pour lequel l'actif est inscrit peut ne pas être récupéré.

Lorsque le montant pour lequel l'actif est inscrit est supérieur à sa somme recouvrable, une perte de valeur est enregistrée comme des charges dans le poste « Dépréciation d'investissements amortissables (pertes / reprises) ». La somme recouvrable est celle qui est la plus élevée entre le prix de vente net et la valeur d'utilité. Le prix de vente net est le montant qui résulterait de la cession de l'actif lors d'une transaction entre des entités indépendantes et informées, diminué des

charges directement imputables à la cession. La valeur d'utilité est la valeur qui existe dans les flux de trésorerie futurs estimés qui sont attendus de l'utilisation continue de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée de vie utile. La somme recouvrable est estimée individuellement pour chaque actif ou, si cela n'est pas possible, pour l'unité génératrice de flux de trésorerie à laquelle est rattaché l'actif.

Après la comptabilisation d'une perte de valeur, les charges avec l'amortissement / la dépréciation de l'actif sont ajustées pour les exercices futurs afin que la valeur comptable revue de l'actif, diminuée de sa valeur résiduelle (s'il y a lieu), puisse être répartie de façon systématique sur sa durée de vie utile restant à courir.

La reprise des pertes de valeur comptabilisées au cours des exercices antérieurs est enregistrée s'il s'avère que les pertes de valeur comptabilisées n'existent plus ou qu'elles ont diminué. Cette analyse est faite lorsqu'il existe des indices que la perte de valeur comptabilisée antérieurement a été reprise. La reprise des pertes de valeur est comptabilisée comme des revenus dans le compte de résultat. Cependant, la reprise de la perte de valeur est effectuée jusqu'à hauteur du montant pour lequel elle serait comptabilisée (net d'amortissement ou de dépréciation), au cas où la perte de valeur n'aurait pas été enregistrée dans les exercices antérieurs.

G. CHARGES DES FINANCEMENTS OBTENUS

Les charges financières des financements sont comptabilisées comme des charges selon la méthode de la comptabilité d'engagement, même si ces charges sont directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qui prend un certain temps de préparation avant d'être utilisé. Dans ce cas, les charges financières pourraient être capitalisées jusqu'au moment où toutes les activités nécessaires pour préparer l'actif éligible avant d'être utilisé ou vendu sont achevées.

H. STOCKS

Les marchandises, les matières premières et les fournitures consommables sont inscrites à leur coût d'acquisition ou au prix du marché, lorsque ce dernier est inférieur (le coût moyen étant utilisé comme méthode de détermination des coûts). Le prix du marché est la valeur nette de réalisation ou le coût de remplacement.

Les produits finis et semi-finis, les sous-produits et les produits et les travaux en cours sont évalués au coût de production (qui comprend le coût des matières premières incorporées, la main d'œuvre et les frais généraux de fabrication) ou au prix du marché lorsque ce dernier est inférieur. Le prix du marché correspond à la valeur nette de réalisation.

Lorsque le prix du marché est inférieur au coût d'acquisition, des pertes de valeur sont comptabilisées.

I. INSTRUMENTS FINANCIERS

i. Investissements

Les investissements dans d'autres entreprises sont enregistrés au coût d'acquisition ou, dans le cas des emprunts accordés, à la valeur nominale. Une évaluation de ces investissements est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

ii. Créances comptables

Les créances comptables sont enregistrées à leur valeur nominale et présentées dans le bilan, déduites d'éventuelles pertes de valeur, comptabilisées dans le poste « Dépréciation de créances à recevoir (pertes / reprises) », afin de reproduire leur valeur nette de réalisation. Il n'y a pas de situations dans lesquelles la valeur nominale diffère de la juste valeur et, par conséquent, où la dette doit être évaluée conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les pertes de valeur sont enregistrées à la suite d'événements indiquant, objectivement et de façon quantifiable, que la totalité ou une partie du solde impayé ne sera pas reçue. À cet effet, le groupe prend en compte des informations sur le marché faisant preuve que le client manque à sa responsabilité, ainsi que de l'information historique sur les soldes échus et non perçus.

Les pertes de valeur comptabilisées correspondent à la différence entre la valeur comptable du solde à recevoir et la respective valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, calculés au taux d'intérêt effectif initial, qui est réputé nul lorsqu'on prévoit un encaissement dans un délai inférieur à une année.

iii. Financements

Les financements sont enregistrés dans le passif à leur coût amorti. Les charges financières sont calculées sur la base du taux d'intérêt effectif et comptabilisées au compte de résultat de l'exercice selon la méthode de la comptabilité d'engagement.

Il n'y a pas de situations dans lesquelles la méthode du coût amorti ait un impact significatif sur l'évaluation par rapport à la valeur nominale.

iv. Fournisseurs et dettes comptables

Les dettes comptables aux fournisseurs et à d'autres tiers qui ne portent pas d'intérêts sont enregistrées à leur valeur nominale, l'effet de l'application de la méthode du taux d'intérêt effectif étant considéré non significatif.

v. Passifs financiers et instruments de capitaux propres

Les passifs financiers et les instruments de capitaux propres sont classés selon la substance contractuelle de la transaction, indépendamment de la forme légale qu'ils revêtent.

Un instrument financier est classé comme un passif financier lorsqu'il existe l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale. Les passifs financiers sont enregistrés initialement à leur juste valeur déduite des charges de transaction encourues et, ultérieurement, à leur coût amorti, sur la base de la méthode du taux effectif.

Un instrument financier est classé comme un instrument de capitaux lorsqu'il n'existe pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou d'un autre actif financier, indépendamment de sa forme légale, dégageant un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs.

Les charges directement imputables à l'émission d'instruments de capitaux sont enregistrées en contrepartie des capitaux propres comme une déduction sur la valeur de l'émission. Les montants versés ou perçus par les achats et les ventes d'instruments de capitaux sont enregistrés dans les capitaux propres déduits des charges de transaction.

Les distributions effectuées suivant des instruments de capitaux sont déduites des capitaux propres comme des dividendes lorsqu'elles sont déclarées.

vi. Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition comme un abattement aux capitaux propres. Les revenus et les pertes inhérents à la cession des actions propres sont enregistrés dans le poste « Autres réserves », n'affectant pas le résultat de l'exercice.

vii. Effets escomptés et créances à recevoir en affacturage

Le groupe ne décomptabilise les actifs financiers dans ses états financiers consolidés que lorsque le droit contractuel relatif aux flux de trésorerie de ces actifs a déjà expiré, ou lorsque le groupe transfère substantiellement tous les risques et avantages inhérents à la possession de ces actifs vers une troisième entité.

Si le groupe conserve substantiellement les risques et les avantages inhérents à la possession de ces actifs, elle doit continuer à les comptabiliser dans ses états financiers, en enregistrant dans le passif, dans le poste « Financements obtenus », la contrepartie en argent pour les actifs cédés.

Par conséquent, les soldes des clients titrisés par des effets escomptés et non échus et les créances à recevoir en affacturage à la date de clôture, à l'exception des opérations « Affacturage sans recours », sont comptabilisés dans les états financiers consolidés, dans le passif, jusqu'au moment de leur encaissement.

viii. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les montants compris dans le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » correspondent aux valeurs de trésorerie, aux dépôts en banque, aux dépôts à terme et à d'autres placements de trésorerie, dont l'échéance est de moins de trois mois, et qui peuvent être immédiatement mobilisables sans risque significatif de changement de valeur.

J. PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET ACTIFS ÉVENTUELS

Les provisions ne sont comptabilisées que lorsqu'il existe une obligation actuelle (légale ou implicite) découlant d'un événement passé, qu'il est probable une sortie de ressources pour résoudre l'obligation et que le montant de l'obligation puisse être estimé de façon raisonnable. Les provisions sont revues à la date de clôture de chaque exercice et sont ajustées de façon à mieux refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour les charges de restructuration sont comptabilisées lorsqu'il existe un plan formalisé et détaillé de restructuration et lorsque celui-ci a été communiqué aux parties concernées.

Les passifs éventuels sont définis par le groupe comme : (i) des obligations possibles advenant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du groupe ; ou (ii) des obligations actuelles advenant d'événements passés mais qui ne sont pas comptabilisées, car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ou le montant de l'obligation ne peut pas être mesuré avec une fiabilité suffisante.

Les actifs éventuels résultent habituellement d'événements non planifiés ou imprévus qui créent la possibilité d'une entrée d'avantages économiques pour le groupe. Le groupe ne comptabilise pas d'actifs éventuels dans ses états financiers consolidés et ne les communique que si des avantages économiques sont susceptibles d'en advenir. Lorsque la réalisation du produit est quasiment certaine, l'actif n'est pas un actif éventuel et sa comptabilisation est justifiable.

K. PÉRIODES ÉCONOMIQUES

Les charges et les revenus sont enregistrés dans l'exercice auquel ils se rapportent, indépendamment de son décaissement ou encaissement, selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Les différences entre les montants encaissés et décaissés et les respectives recettes et dépenses sont enregistrées dans les postes « Autres comptes débiteurs », « Autres comptes créditeurs » ou « Compte de régularisation ».

L. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES DE L'EXERCICE

Les impôts sur les bénéfices enregistrés dans les résultats comprennent l'effet des impôts courants et des impôts différés. Les impôts courants sur les bénéfices sont calculés sur la base du résultat imposable de chaque entreprise de la consolidation, conformément aux règles fiscales en vigueur.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les montants des actifs et des passifs aux fins de registre comptable et les montants respectifs aux fins d'imposition, ainsi que ceux découlant des avantages fiscaux obtenus et des différences temporelles entre le résultat fiscal et le résultat comptable. L'impôt est comptabilisé dans le compte de résultat, sauf s'il est lié à des mouvements dans les capitaux propres, ce qui implique sa comptabilisation dans les capitaux propres.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont calculés et évalués périodiquement, en utilisant les taux d'imposition comptés être en vigueur à la date de reprise des différences temporelles.

Les impôts différés correspondent aux différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leur base fiscale, en utilisant les taux d'impôt approuvés ou substantiellement approuvés, à la date de clôture, dans chaque juridiction et comptés être appliqués lorsque les différences temporelles s'inverseront.

Les impôts différés passifs sont comptabilisés dans toutes les différences temporelles imposables (à l'exception du *goodwill* non déductible fiscalement), à partir des différences qui résultent de la comptabilisation initiale d'actifs et de passifs qui n'affectent ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable et à partir des différences liées à des investissements dans des filiales, dans la mesure où il n'est pas probable qu'elles s'inverseront dans le futur. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable d'exister des bénéfices imposables futurs qui absorbent les différences temporelles fiscalement déductibles.

Les actifs d'impôt différé ne sont enregistrés que lorsqu'il existe des attentes raisonnables en matière de bénéfices fiscaux futurs suffisants pour les utiliser. Chaque année, les différences temporelles sous-jacentes aux actifs d'impôt différé sont objet d'une réévaluation afin de les comptabiliser ou de les ajuster en fonction de l'attente actuelle de future récupération.

M. ACTIFS NON COURANTS DÉTENUS À LA VENTE

Les actifs non courants sont classés comme étant détenus en vue de la vente lorsque leur valeur du bilan est réalisable par une transaction de vente, au lieu de l'être par leur utilisation continue. On constate cette situation seulement dans les conditions suivantes : (i) la vente est probable et l'actif est disponible à la vente immédiate dans l'état où il se trouve ; (ii) la gestion est engagée dans un plan de vente ; et (iii) il est probable que la vente soit réalisée dans les douze mois.

Les actifs non courants classés comme étant détenus en vue de la vente sont mesurés à la valeur la plus faible entre la valeur comptable et sa juste valeur diminuée des charges probables à la vente.

N. SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES OU D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS

Les subventions perçues dans le cadre de programmes de formation professionnelle ou les subventions d'exploitation sont enregistrées dans le poste « Subventions d'exploitation » du compte de résultat de l'exercice au cours duquel ces programmes sont réalisés, indépendamment de la date de leur encaissement, à moins qu'ils puissent devenir une créance dans un exercice ultérieur, où ils seront considérés comme des revenus de cet exercice.

Les subventions non remboursables associées à des actifs sont enregistrées dans le bilan comme « Autres variations des capitaux propres » et comptabilisées dans le compte de résultat proportionnellement aux réintégrations des actifs subventionnés, dans chaque exercice.

O. COMPLÉMENTS DE PENSION

Conduril - Engenharia, S.A. s'est engagée à attribuer aux salariés des prestations en espèces au titre de compléments de pension de vieillesse et d'invalidité. Pour assurer ces engagements Conduril - Engenharia, S.A. a créé, en 1989, un fonds de pension à prestations définies, à l'usage exclusif de ses fonctionnaires, dont les charges annuelles, déterminées en fonction des calculs actuariels, sont enregistrées conformément à la règle comptable NCRF 28 - « Avantages du personnel ».

Les engagements actuariels sont calculés en fonction de la « méthode de la projection de l'unité de crédit », en utilisant les hypothèses actuarielles et financières considérées appropriées.

P. PRODUIT

Le groupe comptabilise les résultats des ouvrages, contrat à contrat, conformément à la règle comptable NCRF 19 - « Contrats de construction », selon la méthode du pourcentage d'avancement, qui est le rapport entre les charges encourues dans chaque ouvrage jusqu'à une date spécifique et la somme de ces charges avec les charges prévues pour l'achever. Les différences obtenues entre les valeurs résultant de l'application du niveau d'avancement sur les revenus estimés et les valeurs facturées sont comprises dans les postes « Autres comptes débiteurs » et « Compte de régularisation ».

Les variations vérifiées dans les travaux face au montant du produit convenu dans le contrat sont comptabilisées dans le résultat de l'exercice lorsqu'il est probable que le client approuve le montant du produit résultant de la variation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Les réclamations pour le remboursement de charges non incluses dans le prix du contrat sont comprises dans le produit du contrat lorsque l'état d'avancement des négociations est tel qu'il est probable que le client acceptera la réclamation et que celle-ci puisse être mesurée de façon fiable.

Pour faire face aux charges à encourir pendant la période de garantie des ouvrages, le groupe comptabilise annuellement un passif pour respecter son obligation légale, qui est constaté en fonction du volume de la production annuelle et de ses antécédents concernant les charges encourues précédemment avec les ouvrages dans la période de garantie. Lorsqu'il est probable que les charges totales prévues dans le contrat de construction dépassent les revenus qui y sont définis, la perte attendue est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Les dividendes des participations enregistrées au coût sont comptabilisés comme revenus dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel leur attribution est décidée.

Q. CHARGES AFFÉRENTES À LA PRÉPARATION DE PROPOSITIONS

Les charges afférentes à la préparation de propositions pour divers appels d'offres sont comptabilisées dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel elles interviennent.

R. TRAVAUX AU SEIN DE L'ENTREPRISE

Les travaux au sein de l'entreprise correspondent à de travaux de construction et d'amélioration exécutés par des entreprises du groupe, ainsi que d'importantes réparations d'équipements, et ils comprennent les charges concernant les matériaux, la main d'œuvre directe et les frais généraux.

Ces charges ne sont capitalisées que lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Les actifs développés sont identifiables ;
- Il est très probable que les actifs puissent générer des bénéfices économiques futurs ; et
- Elles sont mesurées de façon fiable.

S. FAITS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Les faits survenus après la date de clôture qui donnent des preuves ou des informations supplémentaires sur les conditions qui existaient à la date de clôture (« Événements donnant lieu à des ajustements ») sont reflétés dans les états financiers consolidés. Les faits survenus après la date de clôture qui indiquent des conditions survenues après la date de clôture (« Événements ne donnant pas lieu à des ajustements »), lorsque significatifs, sont communiquées dans l'annexe aux états financiers consolidés.

T. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS

Lors de la préparation des états financiers consolidés, le Conseil d'administration de chaque entreprise faisant partie de la consolidation s'est basé sur la meilleure connaissance et sur l'expérience d'événements passés et/ou en cours et a considéré certaines hypothèses concernant des événements futurs.

Les estimations comptables les plus significatives figurant dans les états financiers consolidés des exercices prenant fin le 31 décembre 2021 et 2020 comprennent :

- Les durées de vies utiles des immobilisations corporelles ;
- Le registre des provisions et des pertes de valeur ;
- La comptabilisation des produits des ouvrages en cours ;
- La comptabilisation de la valeur actuelle des responsabilités avec des prestations de retraite ; et
- La détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Les estimations ont été déterminées à partir de la meilleure information disponible à la date de préparation des états financiers consolidés. Néanmoins, des situations qui étaient imprévisibles à cette date pourront survenir ultérieurement et n'ont donc pas été prises en compte dans ces estimations. Les changements de ces estimations qui surviennent après la clôture des états financiers consolidés seront corrigés dans le compte de résultat de façon prospective, conformément à la règle comptable NCRF 4.

3.2. Autres méthodes comptables importantes

A. RÉSULTATS PAR ACTION

Les résultats par action non dilués sont calculés en divisant les bénéfices individuels attribués aux actionnaires de l'entreprise par le nombre pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exception du nombre d'actions propres détenues.

B. MONNAIE ÉTRANGÈRE

Lors de la comptabilisation initiale, les transactions en monnaie étrangère (une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle) sont enregistrées selon les taux de change des dates des transactions respectives. Tous les actifs et les passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie de présentation fonctionnelle, selon les cours de change officiels en vigueur à la date de la déclaration. Les différences de change, favorables et défavorables, découlant des différences entre les taux de change en vigueur à la date des transactions et ceux en vigueur à la date des recouvrements, des paiements ou à la date de clôture sont enregistrées comme des produits et charges dans le compte de résultat de l'exercice. Les éléments non monétaires mesurés au coût historique dans une monnaie étrangère sont convertis au taux de change de la date de la transaction.

Les différences de change associés à des créances/dettes dont l'échéance n'est pas définie sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice lorsque ces créances/dettes sont amorties/cédées/payées. Les états financiers des sociétés associées et des succursales libellés en monnaie étrangère sont convertis en euro.

Les cours de change utilisés dans la conversion en euro ont été les suivantes :

MONNAIE	MONNAIE DE CONVERSION	2021		2020	
		31 DÉCEMBRE	CHANGE MOYEN	31 DÉCEMBRE	CHANGE MOYEN
Dollar américain	Euro	0,88290	n/a	0,81493	n/a
Dirham marocain	Euro	0,09509	0,09398	0,09145	0,09220
Pula botswanais	Euro	n/a	n/a	0,07540	0,07601
Metical mozambicain	Euro	0,01383	0,01298	0,01087	0,01242
Escudo cap-verdien	Euro	0,00907	0,00907	0,00907	0,00907
Franc CFA	Euro	0,00152	0,00152	0,00152	0,00152
Kwacha zambien	Euro	0,05296	0,04287	0,03852	0,04667
Kwacha malawien	Euro	0,00108	0,00106	0,00105	0,00117
Kwanza angolais	Euro	0,00157	0,00135	0,00125	0,00146
Rand sud-africain	Euro	0,05559	n/a	0,05549	n/a
Dollar namibien	Euro	0,05521	n/a	0,05427	n/a
Dollar zimbabwéen	Euro	0,00812	0,00946	0,00995	0,01568

3.3. Jugements de valeur sur le processus d'application des méthodes comptables et qui ont eu le plus grand impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers

Lors de la préparation des états financiers consolidés conformément aux règles comptables NCRF, le Conseil d'administration de chaque entreprise faisant partie de la consolidation a utilisé des estimations et des hypothèses qui affectent l'application des méthodes et les montants déclarés. Les estimations et les jugements sont constamment évalués, ayant pour base l'expérience d'événements passés et d'autres facteurs, y compris les attentes concernant les événements futurs considérés probables face aux circonstances sur lesquelles les estimations se sont basées ou à la suite d'une information ou d'une expérience acquise.

3.4. Principales hypothèses pour l'avenir

Les états financiers consolidés ci-joints ont été préparés suivant le principe de la continuité des opérations, à partir des livres et des registres comptables du groupe, tenus conformément aux principes comptables généralement admis au Portugal.

Les faits survenus après la date de clôture qui affectent la valeur des actifs et des passifs existants à la date de clôture sont comptabilisés dans la préparation des états financiers consolidés de l'exercice. Ces événements, lorsque significatifs, sont communiqués dans l'annexe aux états financiers consolidés.

3.5. Principales sources d'incertitude

Cette note fait référence aux principales hypothèses pour l'avenir adoptées dans la préparation des états financiers ci-joints et qui sont susceptibles d'impliquer un risque majeur d'ajustements matériels dans l'évaluation des actifs et des passifs du prochain exercice financier.

A. DÉPRÉCIATION DES ACTIFS

La détermination de la dépréciation des actifs exige l'estimation de la valeur actuelle des *cash-flows* futurs associés à cet actif. Pour ce calcul, on adopte des hypothèses fondées sur l'expérience passée des entreprises faisant partie du groupe et sur les attentes futures. Le groupe considère qu'il existe un risque contrôlé que ces hypothèses ne se vérifient pas.

B. DURÉES DE VIES UTILES DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les durées de vies utiles estimées des immobilisations corporelles et incorporelles sont revues à chaque date de clôture. Les durées de vies utiles des actifs dépendent de plusieurs facteurs liés soit à leur utilisation soit à leur localisation.

C. PRODUIT ET CONTRATS DE CONSTRUCTION

Le produit des contrats de construction en cours est comptabilisé sur la base de la méthode du pourcentage d'avancement du contrat. Le degré d'avancement est traduit par une estimation pertinente qui repose sur la prévision des charges à encourir jusqu'à l'achèvement du contrat. Ce processus est basé sur des analyses techniques réalisées par des techniciens.

D. PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

Les provisions sont comptabilisées après l'analyse des techniciens en vue de vérifier l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé, une sortie de ressources probable. Cette estimation est également déterminée sur la base de l'avis des avocats et des conseillers du groupe.

E. COMPTABILISATION DE LA VALEUR ACTUELLE DES RESPONSABILITÉS ASSOCIÉES AUX PRESTATIONS DE RETRAITE

Les responsabilités liées à des pensions de retraite sont estimées sur la base d'évaluations actuarielles réalisées par des experts extérieurs. Des hypothèses financières et actuarielles, notamment le taux d'actualisation, les tables de mortalité, l'invalidité, la croissance des pensions et des salaires, entre autres, sont inclus lors de la détermination de la responsabilité.

Compte tenu de ce qui précède, des modifications importantes dans les estimations réalisées ne sont pas prévues et, par conséquent, des variations matérielles dans les actifs et les passifs enregistrés ayant pour base ces estimations ne sont pas attendues.

4. FLUX DE TRÉSORERIE

4.1. Commentaire de l'administration sur le montant des soldes significatifs de la trésorerie et des équivalents de trésorerie qui ne peuvent pas être utilisés

La valeur du solde « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est totalement disponible.

4.2. Répartition des chiffres inscrits dans le poste « Encaisse et dépôts en banque »

Le solde de l'encaisse et des dépôts en banque est reparti comme suit :

	31.12.2021	31.12.2020
Encaisse	257 048	21 272
Dépôts à vue	7 067 519	6 071 743
Dépôts à terme	5 553 707	938 385
TOTAL ENCAISSE ET DÉPÔTS EN BANQUE	12 878 274	7 031 400

5. PARTIES LIÉES

5.1. Rémunérations du personnel clé de la gestion

A. Total de rémunérations : 1 339 235 euros (2020 : 1 378 046 euros).

5.2. Transactions entre les parties liées

A. Nature des relations entre les parties liées :

	PAYS	% DIRECT	% TOTAL
SUCCURSALES :			
Angola	-	-	-
Mozambique	-	-	-
Maroc	-	-	-
Cap-Vert	-	-	-
Zambie	-	-	-
Malawi	-	-	-
Gabon*	-	-	-
FILIALES :			
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Edirio - Construções, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Métis Engenharia, Lda.	Angola	99,00	99,00
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	Mozambique	100,00	100,00
Urano, Lda.	Angola	99,00	99,00
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	Portugal	100,00	100,00
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	Zimbabwe	100,00	100,00
Conduril Engenharia Gabon, S.A.*	Gabon	100,00	100,00
ENTITÉS CONTRÔLÉES CONJOINTEMENT :			
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	Maroc	33,33	33,33
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	Maroc	33,33	33,33
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	Maroc	50,00	50,00
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Portugal	16,67	16,67
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Portugal	17,86	17,86
UTE Alcántara - Garrovillas	Espagne	15,00	15,00
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES :			
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	Portugal	21,64	23,64
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	Portugal	33,33	33,33
PERSONNEL CLÉ DE LA GESTION :			
CONSEIL D'ADMINISTRATION :			
António Luís Amorim Martins (président) - PCA			
Maria Benedita Andrade de Amorim Martins (présidente du Comité exécutif) - PDG			
Maria Luísa Andrade Amorim Martins Mendes (vice-présidente du Comité exécutif)			
António Baraças Andrade Miragaia			
António Emanuel Lemos Catarino			
Jorge Lúcio Teixeira Castro			
Miguel José Alves Montenegro Andrade			
Ricardo Nuno Araújo Abreu Vaz Guimarães			
AUTRES PARTIES LIÉES :			
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	Portugal	-	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	Portugal	-	-
Mugige Vinhos, Lda.	Angola	-	-

*La succursale du Gabon est devenue une filiale le 1^{er} juillet 2021.

B. Transactions et soldes ouverts :

Au 31 décembre 2021 et 2020, le groupe a présenté les transactions et les soldes suivants en matière d'entités liées :

Au 31 décembre 2021 :

PARTIES LIÉES	SOLDES OUVERTS ACTIFS	SOLDES OUVERTS PASSIFS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :			
Groupe CJA / Lot 3 - Construção ACE	829 542	-	-
	829 542	-	-
AUTRES PARTICIPATIONS :			
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	13 612 314	17 870	40 000
	13 612 314	17 870	40 000
AUTRES PARTIES LIÉES :			
UTE Alcântara - Garrovillas	1 219 788	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	37 512	195 596	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	332 375	255 223	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	16 624	-
Mugige Vinhos, Lda.	3 882 672	-	-
	5 472 347	467 443	-

PARTIES LIÉES	REVENUS	CHARGES
AUTRES PARTIES LIÉES :		
UTE Alcântara - Garrovillas	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	95 082	478 165
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	195 670	192 064
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	283 018
Mugige Vinhos, Lda.	-	92 509
	290 752	1 045 756

Au 31 décembre 2020 :

PARTIES LIÉES	SOLDES OUVERTS ACTIFS	SOLDES OUVERTS PASSIFS	PERTES DE VALEUR CUMULÉES
ENTITÉS QUI EXERCENT UN CONTRÔLE CONJOINT OU UNE INFLUENCE NOTABLE :			
Groupe CJA / Lot 3 - Construção ACE	828 511	-	-
	828 511	-	-
AUTRES PARTICIPATIONS :			
SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.	20 443 205	159 500	20 000
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	13 786 917	17 870	20 000
	34 230 122	177 370	40 000
AUTRES PARTIES LIÉES :			
UTE Alcântara - Garrovillas	1 220 412	-	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	2 969	549 590	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	70 496	-	-
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	21 972	-
Mugige Vinhos, Lda.	3 087 317	-	-
	4 381 194	571 562	-

PARTIES LIÉES	REVENUS	CHARGES
AUTRES PARTIES LIÉES :		
UTE Alcântara - Garrovillas	624	-
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda.	154 873	2 026 490
Geonorte - Geotecnia e Fundações Especiais, Lda. - Succursale d'Angola	234 574	65 700
Sociedade Agrícola da Quinta do Javali, Lda.	-	205 359
Mugige Vinhos, Lda.	1 922 415	21 872
	2 312 486	2 319 421

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

6.1. Information, pour chaque catégorie d'immobilisations incorporelles, distinguant les immobilisations incorporelles générées internement d'autres immobilisations incorporelles

A. Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	DURÉE DE VIE UTILE	TAUX D'AMORTISSEMENT
Recherche et développement	6	16,67 %
Logiciels	6	16,67 %
Droits de superficie	60	1,66 %
Autres immobilisations incorporelles	6	16,67 %

B. Les éléments des immobilisations incorporelles sont amortis suivant la méthode linéaire, sur base de la durée de vie utile prévue.

C. Les immobilisations incorporelles sont réparties comme suit :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	31.12.2021		31.12.2020	
	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR
Recherche et développement	27 740	6 194	27 740	1 571
Logiciels	196 125	125 373	153 577	106 370
Propriété industrielle	47 121	-	47 121	-
Droits de superficie	5 877 514	637 279	5 852 346	625 756
Autres immobilisations incorporelles	218 080	2 737	171 900	2 488
TOTAL	6 366 580	771 583	6 252 684	736 185

D. La valeur des amortissements concernant les immobilisations incorporelles comprise dans le poste « Charges / reprises de dépréciation et d'amortissement » du compte de résultat s'élève à :

AMORTISSEMENTS DE LA PÉRIODE	31.12.2021	31.12.2020
Recherche et développement	4 623	1 571
Logiciels	18 900	11 450
Droits de superficie	9 266	9 726
Autres immobilisations incorporelles	108	118
TOTAL	32 897	22 865

E. Les mouvements du poste « Immobilisations incorporelles » pendant 2021 et 2020 sont indiqués dans le tableau qui suit :

	2021					
	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	DROITS DE SUPERFICIE	LOGICIELS	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL
ACTIF BRUT :						
Solde au 31.12.2020	27 740	5 852 346	153 576	47 121	171 900	6 252 683
Acquisitions	-	15 430	46 549	-	-	61 979
Autres variations	-	9 738	(4 000)	-	46 180	51 918
Solde au 31.12.2021	27 740	5 877 514	196 125	47 121	218 080	6 366 580
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :						
Solde au 31.12.2020	1 571	625 756	106 370	-	2 488	736 185
Acquisitions	4 623	9 266	18 900	-	108	32 897
Autres variations	-	2 257	103	-	141	2 502
Solde au 31.12.2021	6 194	637 279	125 373	-	2 737	771 583
VALEUR NETTE	21 546	5 240 235	70 752	47 121	215 343	5 594 997

	2020					
	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	DROITS DE SUPERFICIE	LOGICIELS	PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL
ACTIF BRUT :						
Solde au 31.12.2019	-	5 868 885	106 440	48 446	229 522	6 253 293
Acquisitions	27 740	-	50 556	-	-	78 296
Autres variations	-	(16 539)	-	-	(57 622)	(74 161)
Transferts et mise au rebut	-	-	(3 419)	(1 325)	-	(4 744)
Solde au 31.12.2020	27 740	5 852 346	153 576	47 121	171 900	6 252 684
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :						
Solde au 31.12.2019	-	616 592	92 775	1 325	2 555	713 247
Acquisitions	1 571	9 726	11 450	-	118	22 865
Autres variations	-	(562)	-	-	(185)	(747)
Transferts et mise au rebut	-	-	2 145	(1 325)	-	820
Solde au 31.12.2020	1 571	625 756	106 370	-	2 488	736 185
VALEUR NETTE	26 169	5 226 590	47 207	47 121	169 412	5 516 499

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

7.1. Information concernant les immobilisations corporelles

A. Bases d'évaluation :

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon le modèle de coût, selon lequel un élément des immobilisations corporelles est comptabilisé à son coût diminué de toute dépréciation cumulée et de toutes pertes de valeur cumulées.

B. Méthode de dépréciation utilisée :

Le groupe amortit les biens de ses immobilisations corporelles selon la méthode linéaire. D'après cette méthode, la dépréciation est constante pendant la durée de vie utile de l'actif si sa valeur résiduelle ne change pas.

C. Durées de vies utiles et taux de dépréciation utilisés :

Les dépréciations de l'exercice sont calculées conformément aux durées de vies utiles et aux taux d'amortissement moyens pour chaque poste :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DURÉE DE VIE UTILE	TAUX D'AMORTISSEMENT
Terrains et ressources naturelles	-	-
Bâtiments et autres constructions	4 - 50	2 % - 25 %
Équipement de base	3 - 30	3,33 % - 33,33 %
Matériel de transport	4 - 12	8,33 % - 25 %
Fournitures administratives	3 - 25	4 % - 33,33 %
Autres immobilisations corporelles	4 - 20	5 % - 25 %

D/E. Rapprochement entre les valeurs comptables à l'ouverture et à la clôture de l'exercice :

	2021							TOTAL
	TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	MATÉRIEL DE TRANSPORT	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	
ACTIF BRUT :								
Solde au 31.12.2020	2 918 326	28 659 726	117 408 461	27 461 803	2 273 752	1 738 467	20 422 688	200 883 223
Acquisitions	799 399	703 959	4 610 572	2 278 987	143 930	62 194	1 278 300	9 877 341
Cessions	-	-	(1 417 506)	(315 855)	-	-	-	(1 733 361)
Autres variations	-	438 856	465 193	88 867	31 729	14 152	-	1 038 797
Transferts et mise au rebut	-	3 490 947	(454 675)	(181 773)	(26 452)	(3 373)	(3 490 947)	(666 273)
Solde au 31.12.2021	3 717 725	33 293 488	120 612 045	29 332 029	2 422 959	1 811 440	18 210 041	209 399 727
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :								
Solde au 31.12.2020	-	18 852 090	73 379 568	19 366 674	1 860 705	1 185 132	-	114 644 169
Acquisitions	-	891 904	4 640 267	1 109 528	81 765	124 074	-	6 847 538
Cessions	-	-	(1 118 199)	(253 073)	-	-	-	(1 371 272)
Autres variations	-	277 138	424 732	88 494	31 315	13 416	-	835 095
Transferts et mise au rebut	-	-	(448 626)	(173 407)	(26 452)	(3 355)	-	(651 840)
Solde au 31.12.2021	-	20 021 132	76 877 742	20 138 216	1 947 333	1 319 267	-	120 303 690
VALEUR NETTE	3 717 725	13 272 356	43 734 303	9 193 813	475 626	492 173	18 210 041	89 096 037

	2020							TOTAL
	TERRAINS ET RESSOURCES NATURELLES	BÂTIMENTS ET AUTRES CONSTRUCTIONS	ÉQUIPEMENT DE BASE	MATÉRIEL DE TRANSPORT	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	INVESTISSEMENTS EN COURS	
ACTIF BRUT :								
Solde au 31.12.2019	2 918 326	28 366 925	95 896 587	24 512 013	2 207 087	1 593 183	18 763 880	174 258 001
Acquisitions	-	1 027 428	25 799 059	3 699 806	132 847	175 743	1 659 123	32 494 006
Cessions	-	(34 336)	(3 649 631)	(168 244)	(6 397)	-	-	(3 858 608)
Autres variations	-	(700 291)	(545 053)	(570 917)	(46 659)	(18 148)	-	(1 881 068)
Transferts et mise au rebut	-	-	(92 501)	(10 855)	(13 126)	(12 311)	(315)	(129 108)
Solde au 31.12.2020	2 918 326	28 659 726	117 408 461	27 461 803	2 273 752	1 738 467	20 422 688	200 883 223
AMORTISSEMENTS CUMULÉS :								
Solde au 31.12.2019	-	18 603 539	74 135 300	18 839 524	1 855 111	1 070 398	-	114 503 872
Acquisitions	-	659 350	3 050 539	811 245	56 405	136 922	-	4 714 461
Cessions	-	(4 464)	(3 064 104)	(127 603)	(3 247)	-	-	(3 199 418)
Autres variations	-	(406 334)	(621 263)	(154 961)	(41 777)	(16 536)	-	(1 240 871)
Transferts et mise au rebut	-	-	(120 904)	(1 530)	(5 787)	(5 654)	-	(133 875)
Solde au 31.12.2020	-	18 852 091	73 379 568	19 366 675	1 860 705	1 185 130	-	114 644 169
VALEUR NETTE	2 918 326	9 807 635	44 028 893	8 095 128	413 047	553 337	20 422 688	86 239 054

7.2. Montant des dépenses comptabilisées dans la valeur comptable des immobilisations corporelles en cours de construction

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DÉPENSES COMPTABILISÉES EN COURS DE CONSTRUCTION	
	31.12.2021	31.12.2020
Bâtiments et autres constructions	1 278 300	1 655 293
Équipement de base	-	3 830
Matériel de transport	-	-
Autres immobilisations corporelles	-	-
TOTAL	1 278 300	1 659 123

7.3. Dépréciation comptabilisée dans le compte de résultat ou comme une partie du coût d'autres actifs au cours de l'exercice

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	DÉPRÉCIATION COMPTABILISÉE DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT	
	31.12.2021	31.12.2020
Bâtiments et autres constructions	891 904	659 350
Équipement de base	4 640 267	3 050 539
Matériel de transport	1 109 528	811 245
Fournitures administratives	81 765	56 405
Autres immobilisations corporelles	124 074	136 922
TOTAL	6 847 538	4 714 461

7.4. Amortissement cumulé à la fin de l'exercice

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	AMORTISSEMENT CUMULÉ	
	31.12.2021	31.12.2020
Bâtiments et autres constructions	20 021 132	18 852 091
Équipement de base	76 877 742	73 379 568
Matériel de transport	20 138 216	19 366 675
Fournitures administratives	1 947 333	1 860 705
Autres immobilisations corporelles	1 319 267	1 185 130
TOTAL	120 303 690	114 644 169

7.5. Éléments d'immobilisation corporelle en cours

Les valeurs les plus significatives figurant dans le poste « Investissements en cours », au 31 décembre 2021 et 2020, concernent les projets suivants :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	31.12.2021	31.12.2020
Bâtiments et autres constructions	18 206 211	20 418 858
Équipement de base	-	-
Matériel de transport	-	-
Autres immobilisations corporelles	3 830	3 830
TOTAL	18 210 041	20 422 688

7.6. Immobilisations corporelles par zone géographique

31.12.2021	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANT NET
Portugal	82 534 516	37 765 781	44 768 735
Angola	90 961 628	59 059 398	31 902 230
Mozambique	16 943 018	10 847 635	6 095 383
Maroc	594 543	594 543	-
Cap-Vert	51 348	49 706	1 642
Zambie	11 205 183	8 285 547	2 919 636
Malawi	4 730 026	2 283 521	2 446 505
Gabon	2 337 484	1 399 407	938 077
Zimbabwe	41 981	18 152	23 829
TOTAL	209 399 727	120 303 690	89 096 037

31.12.2020	ACTIF BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	MONTANT NET
Portugal	77 817 075	34 465 163	43 351 912
Angola	90 076 603	58 221 702	31 854 901
Mozambique	15 998 458	9 997 036	6 001 422
Maroc	602 361	602 361	-
Botswana	60 163	60 163	-
Cap-Vert	51 348	49 706	1 642
Zambie	11 150 762	8 250 115	2 900 647
Malawi	3 394 268	1 650 650	1 743 618
Gabon	1 512 342	1 309 858	202 484
Zimbabwe	219 843	37 415	182 428
TOTAL	200 883 223	114 644 169	86 239 054

8. CONTRATS DE LOCATION

8.1. Contrats de location-financement - Locataires

A. Valeur comptable nette pour chaque catégorie d'actif au 31 décembre 2021 et 2020 :

	31.12.2021	31.12.2020
Bâtiments et autres constructions	141 750	151 875
Équipement de base	17 816 643	17 282 983
Matériel de transport	5 845 491	5 104 652
TOTAL	23 803 884	22 539 510

B. Rapprochement entre le total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location au 31 décembre 2021 et 2020 et leur valeur actuelle :

	31.12.2021	31.12.2020
Paiements minimaux jusqu'à un an	6 118 402	5 417 612
Paiements minimaux de plus d'un an et de moins de 5 ans	15 370 003	17 665 330
Paiements minimaux de plus de 5 ans	-	-
Total de paiements minimaux	21 488 405	23 082 942
Paiement d'intérêts futurs	445 065	467 802
VALEUR ACTUELLE DES RESPONSABILITÉS	21 043 340	22 615 140

C. Total des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location à la date de clôture et leur valeur actuelle :

	PAIEMENTS MINIMAUX		VALEUR ACTUELLE	
	31.12.2021	31.12.2020	31.12.2021	31.12.2020
Moins d'un an	6 118 402	5 417 612	5 898 900	5 213 834
Plus d'un an et moins de 5 ans	15 370 003	17 665 330	15 144 440	17 401 306
Plus de 5 ans	-	-	-	-
TOTAL	21 488 405	23 082 942	21 043 340	22 615 140

9. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES, DES FILIALES ET DES SOCIÉTÉS ASSOCIÉES

9.1. Filiales

A. Liste et description des filiales :

DÉNOMINATION SOCIALE	TYPE DE PARTICIPATION	MÉTHODE UTILISÉE
Conduril - Gestão de Concessões de Infraestruturas, S.A.	100,00 %	Consolidation intégrale
Edirio - Construções, S.A.	100,00 %	Consolidation intégrale
Métis Engenharia, Lda.	99,00 %	Consolidation intégrale
ENOP - Engenharia e Obras Públicas, Lda.	100,00 %	Consolidation intégrale
Urano, Lda.	99,00 %	Consolidation intégrale
Conduril Engenharia - Açores, S.A.	100,00 %	Consolidation intégrale
Esquénio - Estudos e Projetos de Engenharia, S.A.	100,00 %	Consolidation intégrale
Conduril Construction Zimbabwe (PVT) LTD	100,00 %	Consolidation intégrale
Conduril Engenharia Gabon, S.A.	100,00 %	Consolidation intégrale

9.2. Coentreprises

A. Liste et description des participations significatives dans des coentreprises :

DÉNOMINATION SOCIALE	TYPE DE COENTREPRISE	AUTRES PARTICIPANTS
Groupement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Jaime Ribeiro e Filhos
Groupement CJA / Lot 3 - Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Jaime Ribeiro e Filhos
Groupement Túnel de Nador, Construção ACE	Entité contrôlée conjointement	Jaime Ribeiro e Filhos
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Tecnovia
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	Entité contrôlée conjointement	Elevation et Tecnovia

B. Quote-part d'intérêt détenue et données sur les entités :

DÉNOMINATION SOCIALE	QUOTE-PART D'INTÉRÊT DÉTENUE	MÉTHODE DE CONSOLIDATION
Groupeement Adriano, Jaime Ribeiro, Conduril - Construção, ACE	33,33 %	Intégration proportionnelle
Groupeement CJA / Lot 3 - Construção ACE	33,33 %	Coût
Groupeement Túnel de Nador, Construção ACE	50 %	Intégration proportionnelle
RAL - Rodovias do Algarve Litoral, ACE	16,67 %	Intégration proportionnelle
RBA - Rodovias do Baixo Alentejo, ACE	17,86 %	Intégration proportionnelle

À la date de la préparation des états financiers, ceux du Groupeement CJA / Lot 3 - Construção ACE n'étaient pas disponibles. Cette entité n'ayant pas d'activité pertinente, le Conseil d'administration n'a pas considéré l'existence d'impacts significatifs associés à cette participation.

C. Méthode utilisée pour comptabiliser les participations dans des coentreprises :

Les participations dans des entreprises contrôlées conjointement ont été comptabilisées dans les états financiers consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle, de la date à laquelle le contrôle est partagé jusqu'au terme effectif de celui-ci. D'après cette méthode, les actifs, les passifs, les charges et les revenus de ces entreprises ont été intégrés dans les états financiers consolidés, poste par poste, dans la proportion du contrôle attribuable.

9.3. Sociétés associées**A. Liste et description des sociétés associées :**

DÉNOMINATION SOCIALE	PARTICIPATION	MÉTHODE UTILISÉE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	23,64 %	Mise en équivalence
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	33,33 %	Mise en équivalence

B. Valeur comptable et données sur les entités :

31.12.2021 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	175 122 964	(10 799 807)	(17 224 738)
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	494 241	5 292 084	1 482 870	1 343 528
TOTAL	494 241			

31.12.2020 DÉNOMINATION SOCIALE	VALEUR COMPTABLE	TOTAL DE L'ACTIF	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	TOTAL DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	172 507 587	(13 076 916)	(14 144 068)
Marestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.	-	2 324 331	(31 233)	(662 054)
TOTAL	-			

Liés à des participations dans des sociétés associées, les montants suivants concernant les financements accordés sont enregistrés, en décembre 2021, dans le poste « Autres immobilisations financières » :

DÉNOMINATION SOCIALE	FINANCEMENTS ACCORDÉS	
	31.12.2021	31.12.2020
Rotas do Algarve Litoral, S.A. (Note 19.4)	13 471 551	13 491 551
TOTAL	13 471 551	13 491 551

10. STOCKS

10.1. Méthodes comptables adoptées pour évaluer les stocks et méthode de détermination du coût utilisée

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, si cette dernière est inférieure. Le coût comprend tous les coûts d'acquisition, les coûts de transformation et les autres coûts encourus pour amener les stocks dans l'état où ils se trouvent. Les coûts d'acquisition comprennent le prix d'achat, les droits de douane et d'autres taxes, ainsi que les frais de transport, les frais de manutention, les rabais commerciaux, les remises et d'autres éléments similaires. Les coûts de transformation comprennent les coûts directement liés aux unités de production, tels que la main-d'œuvre directe. Ils comprennent également l'affectation systématique des frais généraux de production fixes et variables qui sont encourus pour transformer les matières premières en produits finis. L'affectation des frais généraux de production est fondée sur la capacité normale des installations de production.

Le groupe évalue ses stocks selon la méthode de détermination du coût moyen pondéré, qui suppose que le coût de chaque élément est déterminé en fonction du coût moyen pondéré d'éléments similaires à l'ouverture d'un exercice et du coût d'éléments similaires achetés ou produits au cours de l'exercice.

10.2. Valeur comptable totale des stocks et la valeur comptable par catégories appropriées

La valeur comptable des stocks est ventilée comme suit :

STOCKS	31.12.2021	31.12.2020
Matières premières et fournitures consommables	17 309 011	14 135 070
Marchandises	-	-
Produits finis et intermédiaires	411 403	385 710
Produits et travaux en cours	-	-
	17 720 414	14 520 780
Pertes de valeur	(932 205)	(873 109)
TOTAL	16 788 209	13 647 671

10.3. Montant des stocks comptabilisé en charges au cours de l'exercice

La valeur des stocks comptabilisée en charges au cours de l'exercice a été la suivante :

	MARCHANDISES		MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES	
	31.12.2021	31.12.2020	31.12.2021	31.12.2020
Stock initial	-	9 646	13 261 962	12 119 914
Pertes de valeur sur stocks	-	-	(59 096)	-
Achats	-	-	53 931 453	36 546 338
Reclassement et régularisation de stocks	-	-	102 790	(285 420)
Stock final	-	(9 646)	(16 376 806)	(13 261 962)
CHARGES DE L'EXERCICE	-	-	50 860 303	35 118 870

	PRODUITS FINIS ET INTERMÉDIAIRES		PRODUITS ET TRAVAUX EN COURS	
	31.12.2021	31.12.2020	31.12.2021	31.12.2020
Stock initial	385 710	592 998	-	-
Reclassement et régularisation de stocks	13 589	(69 426)	-	-
Pertes de valeur sur stocks	-	-	-	-
Stock final	(411 403)	(385 710)	-	-
VARIATION DES STOCKS DE LA PRODUCTION	(12 104)	137 862	-	-

10.4. Montant des pertes de valeur sur stocks comptabilisé dans le résultat de l'exercice

La valeur des pertes de valeur comptabilisées dans le résultat de l'exercice a été la suivante :

PERTES DE VALEUR SUR STOCKS	31.12.2021	31.12.2020
Marchandises	-	-
Matières premières et fournitures consommables	59 096	-
Produits finis et intermédiaires	-	-
TOTAL	59 096	-

REPRISE DES PERTES DE VALEUR SUR STOCKS	31.12.2021	31.12.2020
Marchandises	-	-
Matières premières et fournitures consommables	-	-
Produits finis et intermédiaires	-	-
TOTAL	-	-
Impact sur la période	(59 096)	-

10.5. Mouvement des pertes de valeur sur stocks au cours de l'exercice

PERTES DE VALEUR CUMULÉES	MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES
Pertes de valeur cumulées au 31.12.2020	873 109
Apport	59 096
Reprise	-
Utilisation	-
Variations de taux de change	-
PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2021	932 205

PERTES DE VALEUR CUMULÉES	MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES CONSOMMABLES
Pertes de valeur cumulées au 31.12.2019	873 109
Apport	-
Reprise	-
Utilisation	-
Variations de taux de change	-
PERTES DE VALEUR CUMULÉES AU 31.12.2020	873 109

11. CONTRATS DE CONSTRUCTION

11.1. Montant du produit du contrat comptabilisé en produit de l'exercice

Le produit de chaque contrat de construction comprend le montant initial du produit convenu, ainsi que les variations dans les travaux, les réclamations et le versement de primes dans la mesure où ils sont susceptibles de donner lieu à des produits et où ils peuvent être mesurés de façon fiable. Le 31 décembre 2021 et 2020, la valeur des produits comptabilisés en produit de l'exercice est la suivante :

OUVRAGE / CONTRAT	PRODUIT DE 2021	PRODUIT DE 2020
Contrats de construction	149 968 877	119 113 904
TOTAL	149 968 877	119 113 904

11.2. Méthodes utilisées pour déterminer le produit du contrat comptabilisé au cours de l'exercice

La comptabilisation du produit de l'exercice est effectuée selon la méthode du pourcentage d'avancement. D'après cette méthode, le produit est rattaché aux coûts encourus pour parvenir au degré d'avancement. Le produit du contrat est comptabilisé en produit dans le compte de résultat des exercices comptables au cours desquels les travaux sont exécutés. Lorsqu'il est impossible d'estimer le résultat du contrat de façon fiable, le produit est comptabilisé dans la limite des charges du contrat qui ont été encourues et qui seront probablement recouvrables.

11.3. Méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement des contrats en cours

Pour déterminer le degré d'avancement d'un contrat, on utilise la méthode qui mesure de façon la plus fiable les travaux exécutés. Les méthodes utilisées pour déterminer le degré d'avancement peuvent varier selon la nature du contrat, comme suit :

- Le rapport existant entre les charges encourues pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les charges totales estimées du contrat (méthodologie la plus utilisée) ;
- Des examens des travaux exécutés ;
- Conclusion, en termes physiques, d'une partie des travaux exécutés.

11.4. Information relative aux contrats de construction en cours

31.12.2021	CHARGES ENCOURUES	PRODUITS COMPTABILISÉS	AVANCES PERÇUES	RETENUES
Contrats en cours	340 144 847	401 181 869	18 092 594	2 770 783
TOTAL	340 144 847	401 181 869	18 092 594	2 770 783

31.12.2020	CHARGES ENCOURUES	PRODUITS COMPTABILISÉS	AVANCES PERÇUES	RETENUES
Contrats en cours	360 195 035	449 535 843	28 680 385	2 010 095
TOTAL	360 195 035	449 535 843	28 680 385	2 010 095

12. PRODUITS

12.1. Méthodes comptables adoptées pour comptabiliser le produit, incluant les méthodes adoptées pour déterminer le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de services

Le groupe comptabilise les produits en fonction des critères suivants :

A. VENTES – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat lorsque l'acheteur s'est vu transférer les risques et les bénéfices inhérents à la propriété des actifs, lorsqu'une implication continue dans la gestion à un degré généralement associé à la propriété cesse d'exister, lorsque le montant des produits peut être évalué de façon raisonnable, lorsqu'il est probable que les bénéfices économiques associés à la transaction vont à l'entité et lorsque les charges encourues ou à encourir concernant la transaction peuvent être mesurées de façon fiable.

B. PRESTATIONS DE SERVICES – elles sont comptabilisées dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation de services à la date de clôture.

C. INTÉRÊTS – ils sont comptabilisés conformément à la méthode du taux d'intérêt effectif.

D. DIVIDENDES – ils sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

12.2. Montant de chaque catégorie importante de produit comptabilisée au cours de l'exercice, incluant le produit provenant de :

	31.12.2021	31.12.2020
Ventes de biens	649 638	820 188
Prestations de services	155 581 076	123 140 462
Intérêts	4 347 502	2 805 942
Dividendes	41 627	127 917
TOTAL	160 619 843	126 894 509

13. PROVISIONS, PASSIFS ÉVENTUELS ET ACTIFS ÉVENTUELS

13.1. Provisions

Le groupe comptabilise une provision lorsque, cumulativement, il existe une obligation actuelle résultant d'un événement passé ; lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2021, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

PROVISIONS	SOLDE INITIAL	APPORTS	AUTRES MOUVEMENTS	REPRISE	VARIATION DE TAUX DE CHANGE	SOLDE FINAL
Garanties fournies à des clients	3 478 933	377 890	-	(96 021)	-	3 760 802
Procédures judiciaires en cours	-	231 000	-	-	-	231 000
Autres provisions	433 299	10 207	-	(405 837)	-	37 669
	3 912 232	619 097	-	(501 858)	-	4 029 471
Immobilisations financières (Note 9)	10 410	-	-	(10 410)	-	-
TOTAL	3 922 642	619 097	-	(512 268)	-	4 029 471

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2020, les mouvements suivants concernant les provisions ont eu lieu :

PROVISIONS	SOLDE INITIAL	APPORTS	AUTRES MOUVEMENTS	REPRISE	VARIATION DE TAUX DE CHANGE	SOLDE FINAL
Garanties fournies à des clients	3 022 912	517 906	28 191	(90 076)	-	3 478 933
Autres provisions	32 588	406 074	33 413	(38 776)	-	433 299
	3 055 500	923 980	61 604	(128 852)	-	3 912 232
Immobilisations financières (Note 9)	-	10 410	-	-	-	10 410
TOTAL	3 055 500	934 390	61 604	(128 852)	-	3 922 642

13.2. Procédures contentieuses

Suite aux différentes procédures contentieuses actives, le groupe est convaincu que le risque de perdre la cause est peu probable et que l'issue de celles-ci n'affectera pas sa situation financière d'une manière matérielle – une conviction qui est réaffirmée par le Bureau juridique interne de Conduril et par ses conseillers juridiques.

En ce qui concerne les procédures fiscales, il y a des procédures découlant de recours judiciaires engagés par Conduril concernant des règlements additionnels à titre de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC) (2011, 2012 et 2014), la compréhension de l'entreprise sur la base des avis de ses conseillers fiscaux étant un résultat favorable, raison pour laquelle aucune provision n'a été enregistrée dans les états financiers consolidés. En attendant, l'administration fiscale et douanière a rendu une décision favorable aux fondements de l'entreprise concernant la procédure de l'IRC de 2014.

13.3. Garanties fournies

Le 31 décembre 2021, le groupe avait assumée des responsabilités pour les garanties prêtées pour un montant de 115 658 143 euros (le 31 décembre 2020, le montant s'élevait à 119 245 505 euros).

Les garanties bancaires ont été fournies principalement à des fins d'appels d'offres, en tant que garantie financière et de bonne exécution des ouvrages.

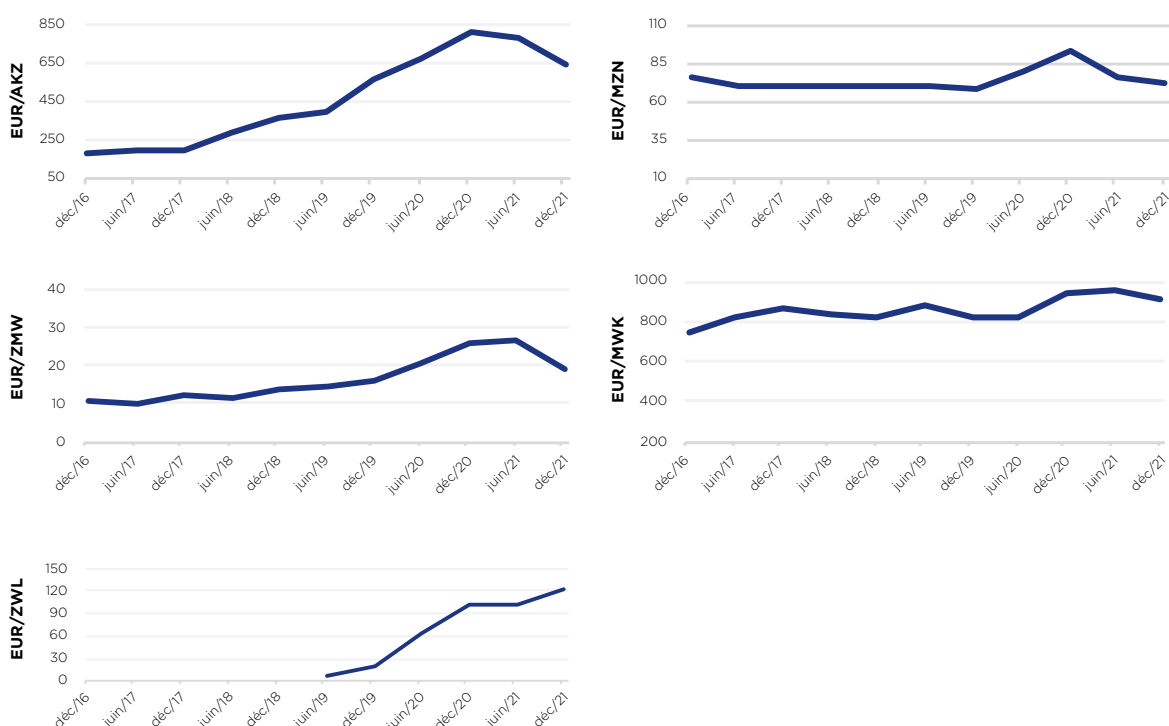
13.4. Gestion des risques financiers

A. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Parmi les plusieurs types de risque auxquels une entreprise fait face, les risques financiers sont ceux qui ont un impact plus immédiat sur les flux de trésorerie et ses résultats. L'activité de Conduril est exposée à une diversité de risques financiers, tels que le risque de taux de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques découlent de l'incertitude des marchés financiers, qui se reflète dans la capacité de projection en matière de flux de trésorerie et de rendements. La politique de gestion des risques de Conduril est un processus permanent et évolutif visant à mettre en place sa stratégie, tout en cherchant à minimiser les effets défavorables découlant de ces incertitudes qui caractérisent les marchés financiers.

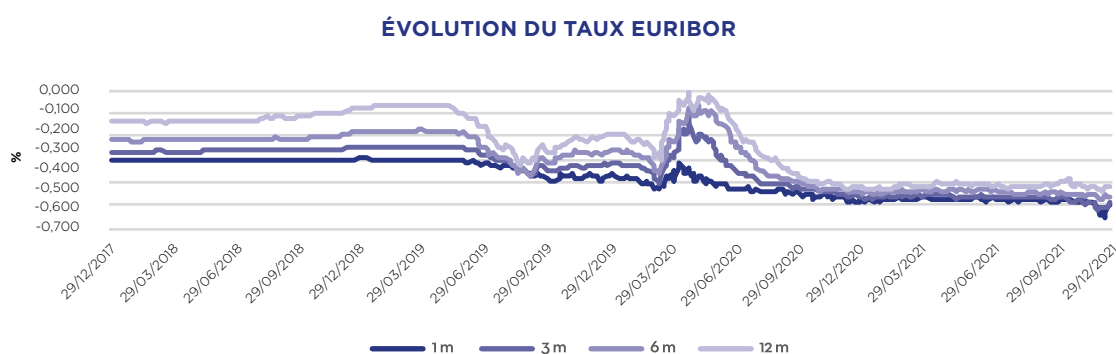
B. RISQUE DE TAUX DE CHANGE

Localisée majoritairement au Portugal et en Afrique (Angola, Mozambique, Zambie, Malawi, Gabon et Zimbabwe), l'activité de Conduril est exposée au risque de taux de change des monnaies de ces pays. Pour faire face à ce risque, les contrats sont, chaque fois que cela est possible, effectués en USD/EUR. L'évolution des monnaies kwanza, metical, kwacha zambien, kwacha malawien et dollar zimbabwéen face à l'euro a un impact sur les états financiers consolidés, les instruments financiers de couverture pour ces monnaies étant limités ou inexistant.



C. RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt résulte principalement de l'endettement indexé à des taux variables. Compte tenu des perspectives d'évolution du taux d'intérêt, le groupe n'a qu'une petite partie de l'endettement indexé à une couverture du taux d'intérêt. Il suit toujours cette question de près afin de pouvoir prendre en temps opportun les mesures nécessaires pour réduire l'impact de cette variable sur les financements de Conduril.



D. RISQUE DE CRÉDIT

L'exposition de Conduril au risque de crédit est majoritairement liée aux créances découlant de son activité opérationnelle : créances résultant des ventes et de prestations de services à des clients. La gestion de ce risque a pour objectif d'assurer le recouvrement effectif des crédits dans les délais établis, sans menacer l'équilibre financier du groupe. Ce risque est surveillé régulièrement, l'objectif de la gestion étant :

- i.** d'évaluer le client selon des procédures internes qui obligent à analyser soigneusement les entités et les montants concernés. Nous avons également recours à des entités d'information et de profils de risque de crédit disponibles sur le marché ;
- ii.** de limiter le crédit accordé à des clients, eu égard au délai de paiement de chaque client ;
- iii.** de surveiller l'évolution du niveau de crédit accordé ;
- iv.** d'analyser régulièrement la dépréciation des créances.

E. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est défini comme le risque du manque de capacité pour régler ou remplir les obligations dans le délai établi et pour un prix raisonnable. Un instrument essentiel pour la gestion du risque de liquidité est le plan de trésorerie global annuel, établi sur la base des plans de trésorerie de chaque établissement, mis à jour chaque mois. L'existence de liquidité implique la définition de paramètres de gestion de cette liquidité permettant de maximiser le retour et de minimiser les coûts d'opportunité liés à la possession de cette liquidité de façon fiable et efficace.

La gestion des risques chez Conduril a pour objectif :

- Liquidité – assurer l'accès permanent et efficace à des fonds suffisants pour faire face aux paiements courants aux dates d'échéance respectives ;
- Sécurité – réduire la probabilité de défaillance dans le remboursement de toute utilisation de fonds ; et
- Efficacité financière – assurer la réduction au minimum du coût d'opportunité lié à la possession de liquidité excédentaire à court terme.

Conduril a pour politique de concilier l'échéance des actifs et des passifs, en gérant les maturités respectives de manière équilibrée.

Pour politique, puisqu'elle gère son exposition au risque de liquidité, Conduril assure le recours à des instruments de facilité de crédit de natures diverses et à montants appropriés aux spécificités de ses besoins, tout en assurant des niveaux confortables de liquidité. La politique du groupe est de contractualiser ces facilités sans aucune garantie.

14. EFFET DES VARIATIONS DES COURS DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

14.1. Différences de change comptabilisées dans le compte de résultat

	31.12.2021	31.12.2020
Différences de change défavorables		
- Autres charges	16 515 102	10 328 365
	16 515 102	10 328 365
Différences de change favorables		
- Autres charges	20 307 178	20 092 471
	20 307 178	20 092 471

14.2. Différences de change nettes inscrites dans une composante distincte des capitaux propres

	DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES
Solde au 31.12.2020	(60 925 075)
Différences de change défavorables	(27 925 978)
Différences de change favorables	43 392 259
SOLDE AU 31.12.2021	(45 458 794)

	DIFFÉRENCES DE CHANGE COMPTABILISÉES DANS LES CAPITAUX PROPRES
Solde au 31.12.2019	(25 804 165)
Différences de change défavorables	(35 120 910)
Différences de change favorables	-
SOLDE AU 31.12.2020	(60 925 075)

15. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

15.1. Mise à jour de l'information sur les conditions à la date de clôture

Aucune information n'a été reçue entre la date de clôture et la publication des états financiers consolidés concernant des conditions qui existaient à la date de clôture, ne donnant pas lieu à des ajustements des montants comptabilisés dans ces états financiers.

15.2. Autorisation pour publication

Ces états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration, lors de la réunion du 4 mars 2022. Le Conseil d'administration considère que ces états financiers consolidés donnent une image fidèle des opérations des entreprises faisant partie du groupe, ainsi que de sa situation et performance financières et de ses flux de trésorerie.

16. QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

16.1. Description des bases d'évaluation adoptées, ainsi que des méthodes utilisées pour calculer les ajustements de valeur

En vertu de son activité, il relève de la responsabilité légale/contractuelle du groupe de prévenir, réduire ou réparer les dommages occasionnés à l'environnement. Pour respecter cette obligation, au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2021, les charges encourues par le groupe se sont chiffrées à 250 244 euros (par rapport à la période correspondante de l'année précédente, elles se sont élevées à 188 139 euros).

Pour mesurer les dépenses environnementales, le groupe comptabilise les charges effectivement encourues au cours de l'exercice.

16.2. Dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat

Toutes les dépenses environnementales doivent être considérées dans le compte de résultat lorsqu'il s'agit de charges encourues au cours de l'exercice, c'est-à-dire, lorsqu'elles n'ont pas pour objectif de prévenir des dommages futurs ou d'assurer des bénéfices futurs.

Les dépenses environnementales affectées dans le compte de résultat sont, ainsi, liées à des activités passées ou courantes et à la remise de l'environnement en son état avant la contamination.

	MONTANT AFFECTÉ DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT
Traitement des déchets	250 244
TOTAL	250 244

17. IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

17.1. Composantes principales des charges / produits d'impôt

	31.12.2021	31.12.2020
Impôts courants et ajustements :		
Impôts courants de l'exercice	1 695 635	3 129 959
	1 695 635	3 129 959
Impôt différé :		
Impôt différé lié à des différences temporelles	(1 484 107)	(980 807)
	(1 484 107)	(980 807)
CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	211 528	2 149 152

L'impôt courant ou différé doit être directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres si l'impôt est lié à des éléments directement portés au débit ou au crédit des capitaux propres, au cours du même exercice ou d'un exercice différent.

Au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2021 et 2020, aucun impôt différé n'a été directement porté au débit ou au crédit des capitaux propres.

17.2. Relation entre les charges / produits d'impôt et le bénéfice comptable

RAPPROCHEMENT DU TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	31.12.2021	31.12.2020
Résultat avant impôts	5 995 796	3 290 198
Charges d'impôt sur les bénéfices	211 528	2 149 152
Taux effectif d'impôt	3,53 %	65,32 %
Taux nominal d'impôt (21 % au Portugal et 25 % en Angola)	1 452 542	1 157 823
AJUSTEMENTS :		
Résultats découlant de l'application de la méthode de la mise en équivalence	(63 073)	(30 327)
Taux différenciés d'impôt	791 891	980 910
Charges non acceptées comme des coûts fiscaux	819 697	408 188
Provisions non acceptées comme des charges	23 848	96 118
Reprises de provisions non imposées	(142 688)	5 990
Restitution d'impôt	(14 978)	(60 829)
Autres revenus non imposés	(1 317 499)	(2 923 952)
Pertes fiscales diminuées au cours de l'exercice	(1 539 276)	(232 693)
Pertes fiscales générées au cours de l'exercice	519 182	5 151 697
Différences de change non imposées	(629 930)	(1 458 112)
Impositions autonomes	261 985	449 127
Impôt différé	(1 484 107)	(1 365 256)
Autres	1 533 934	(29 532)
	(1 241 014)	991 329
CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	211 528	2 149 152

Pour l'exercice écoulé le 31 décembre 2021 et 2020, en vertu de l'article 54-A du Code portugais de l'impôt sur le revenu des personnes morales (IRC), l'entreprise a décidé de ne pas inclure le bénéfice imposable de la succursale d'Angola.

17.3. Détail de l'impôt différé

Le 31 décembre 2021, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Garanties des ouvrages	65 867	-	-	-	65 867
Charges non acceptées	5 695 980	437 993	6 990 030	(6 133 974)	6 990 029
Pertes fiscales	-	-	834 001	-	834 001
TOTAL	5 761 847	437 993	7 824 031	(6 133 974)	7 889 897

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Écarts de réévaluation	742 325	-	-	(11 961)	730 364
Revenu imposable	4 803 705	92 651	3 783 059	(3 666 393)	5 013 022
Dépréciations non acceptées	285 723	107 124	-	(392 847)	-
TOTAL	5 831 753	199 775	3 783 059	(4 071 201)	5 743 386

Le 31 décembre 2020, les actifs et les passifs d'impôt différé sont détaillés comme suit :

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Garanties des ouvrages	65 867	-	-	-	65 867
Pertes fiscales	-	-	-	-	-
Charges non acceptées	88 998	-	5 629 888	(22 906)	5 695 980
Autres	71 415	(71 415)	-	-	-
TOTAL	226 280	(71 415)	5 629 888	(22 906)	5 761 847

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	SOLDE INITIAL	AUTRES VARIATIONS	APPORT	REPRISE	SOLDE FINAL
Écarts de réévaluation	896 982	-	-	(154 657)	742 325
Revenu imposable	88 998	-	4 714 707	-	4 803 705
Dépréciations non acceptées	361 267	(141 669)	74 085	(7 960)	285 723
TOTAL	1 347 247	(141 669)	4 788 792	(162 617)	5 831 753

18. ACTIFS ET PASSIFS NON COURANTS DÉTENUS À LA VENTE

18.1. Actifs non courants détenus à la vente

Le 31 décembre 2021 et 2020, les actifs non courants détenus à la vente sont détaillés comme suit :

DÉNOMINATION SOCIALE	31.12.2021	31.12.2020
Actifs de SPER - Sociedade Portuguesa para a Construção e Exploração Rodoviária, S.A.		
Participation	-	-
Emprunt	-	20 332 373
Actifs de Planestrada - Operação e Manutenção Rodoviária, S.A.		
Participation	-	547 581
TOTAL	-	20 879 954

En juillet 2021, Conduril a réalisé la transaction de vente des participations de SPER et de Planestrada, qui ont généré une plus-value de 2 322 380 euros (Notes 21.5 et 21.6).

19. INSTRUMENTS FINANCIERS

19.1. Bases d'évaluation

La politique du groupe est de comptabiliser un actif, un passif financier ou un instrument de capitaux propres que lorsqu'il prend part aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Le groupe mesure au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur, les instruments financiers ayant une échéance définie, dont les retours ont un montant fixe, un taux d'intérêt fixe sur la durée de vie de l'instrument ou un taux variable en cas de taux de référence typique du marché pour des opérations de financement (tels que, par exemple, le taux Euribor), ou incluant un *spread* sur ce taux de référence, et ne comportant aucune clause contractuelle pouvant entraîner une perte de valeur nominale et d'intérêt cumulé pour son détenteur (sauf les cas de risque de crédit).

Les contrats pour accorder ou obtenir un emprunt sur une base nette, les instruments de capitaux propres ne faisant pas appel public et dont la juste valeur ne peut être obtenue de manière fiable, ainsi que les contrats associés à ces instruments qui, lorsque exécutés donnent lieu à la livraison de ces instruments, sont aussi mesurés au coût ou au coût amorti, diminué de toute perte de valeur.

Tous les instruments financiers qui ne sont pas mesurés au coût ou au coût amorti, diminués de toute perte de valeur, sont mesurés à la juste valeur.

Le groupe ne prend pas en compte les charges de transaction dans l'évaluation initiale de l'actif ou du passif financier mesuré à sa juste valeur avec contrepartie dans le compte de résultat.

En tant que détenteur d'un instrument financier, la politique d'évaluation ne sera pas modifiée.

19.2. Actifs et passifs financiers

Actifs financiers avec comptabilisation de pertes de valeur :

	31.12.2021		31.12.2020	
	VALEUR COMPTABLE	PERTE DE VALEUR CUMULÉE	VALEUR COMPTABLE	PERTE DE VALEUR CUMULÉE
Créances clients, compte courant	106 626 942	(1 433 772)	85 113 548	-
Créances clients, avec garanties	6 240 046	-	6 173 167	-
Créances douteuses	2 887 602	(2 887 602)	2 672 509	(2 672 509)
TOTAL	115 754 590	(4 321 374)	93 959 224	(2 672 509)

19.3. Financements obtenus

Le 31 décembre 2021 et 2020, le poste « Financements obtenus » était distribué comme suit :

FINANCEMENTS OBTENUS	31.12.2021	31.12.2020
Comptes cautionnés	8 157 380	7 218 929
Emprunts bancaires	21 246 895	23 106 226
Billet de trésorerie	20 000 000	23 300 000
Contrats de location-financement	21 043 340	22 615 141
Affacturage	1 369 859	-
Découverts bancaires souscrits	2 012 557	3 632 481
TOTAL	73 830 031	79 872 777

De plus, les échéances au 31 décembre 2021 et 2020 sont détaillées comme suit :

FINANCEMENTS OBTENUS 2021	COURANT	NON COURANT
Comptes cautionnés	8 157 380	-
Emprunts bancaires	10 724 074	10 522 821
Billet de trésorerie	-	20 000 000
Contrats de location-financement	5 898 901	15 144 440
Affacturage	1 369 859	-
Découverts bancaires souscrits	2 012 556	-
TOTAL	28 162 770	45 667 261

FINANCEMENTS OBTENUS 2020	COURANT	NON COURANT
Comptes cautionnés	7 218 929	-
Emprunts bancaires	1 178 872	21 927 354
Billet de trésorerie	2 800 000	20 500 000
Contrats de location-financement	7 147 372	15 467 769
Affacturage	-	-
Découverts bancaires souscrits	3 632 481	-
TOTAL	21 977 654	57 895 123

19.4. Autres immobilisations financières et actifs financiers détenus à des fins de négociation

Les immobilisations financières dans des sociétés associées sont enregistrées par la méthode de la mise en équivalence (Note 9). Les autres immobilisations financières sont enregistrées au coût d'acquisition ou, dans le cas des financements accordés, à la valeur nominale. Une évaluation des immobilisations financières est effectuée lorsqu'il existe des indices que l'actif a pu perdre de la valeur, les pertes de valeur démontrées étant enregistrées comme des charges. Les revenus résultant d'immobilisations financières (dividendes ou bénéfices distribués) sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel sa distribution est décidée et annoncée.

Le 31 décembre 2021 et 2020, le détail des participations financières enregistrées par le modèle du coût et d'autres immobilisations financières est comme suit :

	31.12.2021			31.12.2020		
	PARTICIPATION FINANCIÈRE	EMPRUNTS ACCORDÉS		PARTICIPATION FINANCIÈRE	EMPRUNTS ACCORDÉS	
		COÛT	PERTE DE VALEUR CUMULÉE		COÛT	PERTE DE VALEUR CUMULÉE
Rotas do Algarve Litoral, S.A.	-	13 511 551	(40 000)	-	13 511 551	(20 000)
Garval	1 682	-	-	1 682	-	-
Lisgarante	1 682	-	-	1 682	-	-
Norgarante	18 877	-	-	18 877	-	-
BAI - Banco Africano Investimento	341 375	-	-	341 375	-	-
Lusitânia Seguros	2 405	-	-	2 405	-	-
Titres de dette publique - non courante	19 880 583	-	-	59 311 609	-	-
Titres de dette publique - courante	45 410 058	-	-	1 805 766	-	-
Autres - FCT	107 879	-	-	69 323	-	-
Autres	1 590	-	-	2 464	-	-
TOTAL	65 766 131	13 511 551	(40 000)	61 555 183	13 511 551	(20 000)
Autres immobilisations financières non courantes	33 827 624			73 240 968		
Autres immobilisations financières courantes	45 410 058			1 805 766		

Les titres de dette publique angolaise comprennent les titres indexés sur l'USD et l'AKZ et présentent des échéances en 2022, 2023 et 2024. Le paiement des intérêts et le remboursement du capital des titres indexés sur l'USD sont réalisés en kwanzas, mais indexés sur le taux de change de l'USD en vigueur à la date de règlement.

Les titres de dette publique de l'État angolais ont été reçus en résultat des accords de règlement d'arriérés.

Le 31 décembre 2021, une somme de 27 281 725 euros des titres détenus constituait la garantie de lignes de financement et de garanties bancaires en Angola, dont seulement environ 30 % sont utilisés.

19.5. Charges et revenus totaux des intérêts pour les actifs et les passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif a été utilisée pour calculer le coût amorti d'un actif financier ou d'un passif financier et affecter les revenus ou les charges des intérêts au cours de l'exercice. D'après cette méthode, les revenus totaux des intérêts pour les actifs financiers et les charges totales des intérêts pour les passifs financiers sont ventilés comme suit :

A. Revenus d'intérêts pour les actifs financiers :

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2021	31.12.2020
Dépôts en banque et titres	4 346 564	2 805 829
Autres	938	113
TOTAL	4 347 502	2 805 942

B. Charges d'intérêts pour les passifs financiers :

PASSIFS FINANCIERS	31.12.2021	31.12.2020
Financements	2 207 365	2 553 028
Contrats de location-financement	237 327	95 451
Autres	17 271	51 938
TOTAL	2 461 963	2 700 417

19.6. Pertes de valeur sur actifs financiers

Dans le cas des actifs financiers qui ne sont pas mesurés à la juste valeur dans le compte de résultat, et pour lesquels on a vérifié des indices de perte de valeur, le groupe a évalué les respectives pertes de valeur. Compte tenu de cette évaluation, le groupe a reçu des indications objectives que les actifs financiers, présentés dans le tableau qui suit, présentent des pertes de valeur au cours de l'exercice :

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2021		
	APPORT	REPRISES	AUTRES VARIATIONS
Clients	1 433 772	-	36 815
Autres comptes débiteurs	-	-	-
Autres actifs financiers	-	-	-
TOTAL	1 433 772	-	36 815

ACTIFS FINANCIERS	31.12.2020		
	APPORT	REPRISES	AUTRES VARIATIONS
Clients	-	-	-
Autres comptes débiteurs	-	-	-
Autres actifs financiers	-	-	-
TOTAL	-	-	-

19.7. Montant de capital social

Le 31 décembre 2021, l'entreprise détenait un capital social de 10 000 000 euros, entièrement souscrit et libéré.

19.8. Actions représentant le capital social

Le 31 décembre 2021, le capital social était composé de 2 000 000 actions, à la valeur nominale de 5 euros chacune.

20. AVANTAGES DU PERSONNEL

20.1. Avantages postérieurs à l'emploi

Le 31 décembre 2021, 122 collaborateurs bénéficiaient d'avantages postérieurs à l'emploi par rapport à des régimes à prestations définies. Le 31 décembre 2021, les opérations de l'exercice sont résumées comme suit :

CHARGES DE PENSIONS	31.12.2021	31.12.2020
Coût des services courants	442 116	397 587
Coûts des intérêts	310 142	289 115
Gains et pertes actuariels	-	-
Revenu net du fonds, déduit des intérêts nets	(242 375)	-
Autres variations	100 830	-
TOTAL	610 713	686 702

Le 31 décembre 2021, nous enregistrons un déficit dans le montant d'engagements passés par rapport au montant du fonds existant à hauteur de 5 645 089 euros. L'accroissement des responsabilités est associé à l'impact de la modification de quelques-unes des hypothèses, notamment le taux d'intérêt et le taux de croissance des salaires. Ce montant est enregistré dans le poste « Créanciers pour hausse des charges ». Les responsabilités vis-à-vis des actifs dans le scénario de solvabilité sont totalement financées.

En ce qui concerne les montants cumulés des gains et pertes actuariels, ceux-ci sont enregistrés dans le poste des capitaux propres, « Ajustements / Autres variations des capitaux propres », à hauteur de 5 608 562 euros (2020 : 3 113 050 euros).

Hypothèses utilisées pour l'étude actuarielle de 2021 et 2020 :

	HYPOTHÈSES 2021	HYPOTHÈSES 2020
Table de mortalité	TV 88/90	TV 88/90
Table d'invalidité	Swiss Re 2001	Swiss Re 2001
Âge normal de la retraite	66-70 ans	66-70 ans
Nombre de pensions dans l'année	13	13
Taux de rendement annuel des actifs	1,24 %	courbe de swap au 31/12/2020 majorée de 2,25 %
Taux de croissance des salaires	2,00 %	2,00 %
Taux de croissance des pensions	0,00 %	0,00 %
Participants	366	337
Bénéficiaires	122	123

20.2. Avantages sociaux

Le 31 décembre 2021, les charges associées à l'activité de Conduril Academy (centre agréé par les entités chargées de la formation professionnelle dans les pays où celle-ci opère), financées dans leur totalité par Conduril, sont résumées comme suit :

CHARGES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DÉFINIS CONDURIL ACADEMY	31.12.2021
PAAE (Programme d'alphabétisation et d'accélération scolaire) et bourses d'études	140 762
Formation technique, professionnelle, humaine et culturelle	26 393
Procédure de reconnaissance, validation et certification des compétences professionnelles	8 798
TOTAL	175 953

CHARGES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DÉFINIS CONDURIL ACADEMY	31.12.2020
PAAE (Programme d'alphabétisation et d'accélération scolaire)	53 232
Bourses universitaires Conduril	182 507
Formation technique et professionnelle	45 626
Formation humaine et culturelle	15 209
Procédure de reconnaissance, validation et certification des compétences professionnelles	7 604
TOTAL	304 178

21. AUTRES INFORMATIONS

21.1. État et autres organismes publics

Le détail du poste « État et autres organismes publics », au 31 décembre 2021 et 2020, est le suivant :

ACTIF	31.12.2021	31.12.2020
Impôt sur le revenu des personnes physiques	-	282
Taxe sur la valeur ajoutée	14 419 871	11 007 379
Cotisations à la Sécurité Sociale	-	1 524
Impôt sur le revenu des personnes morales	5 050 287	3 592 290
Autres impositions	1 819 708	3 036 930
TOTAL	21 289 866	17 638 405

PASSIF	31.12.2021	31.12.2020
Impôt sur le revenu des personnes physiques	684 764	620 353
Taxe sur la valeur ajoutée	12 731 158	8 303 319
Cotisations à la Sécurité Sociale	924 707	788 752
Impôt sur le revenu des personnes morales	1 453 879	5 840 797
Autres impositions	600 248	568 385
TOTAL	16 394 756	16 121 606

21.2. Ventes et prestations de services

Les ventes et les prestations de services, au 31 décembre 2021 et 2020, se sont réparties comme suit :

	31.12.2021	31.12.2020
Marché intérieur	99 488 602	62 075 018
Marché extérieur	56 742 112	61 885 631
TOTAL	156 230 714	123 960 649

21.3. Fournitures et services extérieurs

Le poste « Fournitures et services extérieurs », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2021 et 2020, se compose comme suit :

	31.12.2021	31.12.2020
Contrats de sous-traitance	28 225 059	38 797 165
Services spécialisés	8 841 148	5 878 370
Matériaux	1 154 863	699 487
Énergie et fluides	1 530 340	1 706 972
Déplacements, séjours et transports	5 248 848	4 006 867
Loyers et locations	4 534 606	4 266 240
Communication	253 318	280 935
Assurances	1 152 798	1 065 124
Redevances	2 612	-
Contentieux et notaires	53 074	41 910
Frais de représentation	1 741	7 626
Nettoyage, hygiène et confort	351 234	289 592
Autres services	2 323 670	1 371 940
TOTAL	53 673 311	58 412 228

21.4. Frais de personnel

Le poste « Frais de personnel », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2021 et 2020, se compose comme suit :

	31.12.2021	31.12.2020
Rémunérations des organes sociaux	1 227 052	1 224 459
Rémunérations du personnel	34 460 314	28 267 945
Avantages postérieurs à l'emploi (Note 20.1)	610 713	686 702
Indemnités	70 313	18 202
Charges sur rémunérations	5 238 159	3 890 688
Assurances accidents du travail et maladies professionnelles	1 164 279	1 093 711
Charges aide sociale	1 888 236	1 684 298
Autres	492 342	569 350
TOTAL	45 151 408	37 435 355

21.5. Autres revenus

Le poste « Autres revenus », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2021 et 2020, se compose comme suit :

	31.12.2021	31.12.2020
Revenus supplémentaires	1 818 022	5 314 116
Escomptes obtenus pour paiement comptant	20 932	57 933
Différences de change favorables	20 307 178	20 092 471
Gains de stocks	36 521	8 758
Revenus d'autres investissements financiers	2 444 584	28 580
Revenus d'investissements non financiers	361 228	859 674
Intérêts perçus	4 347 502	2 805 942
Dividendes perçus	41 627	127 917
Corrections relatives à des exercices précédents	143 931	343 688
Revenus contractuels	445 323	1 874
Autres	1 180 136	1 127 355
TOTAL	31 146 984	30 768 308

21.6. Autres charges

Le poste « Autres charges », au cours de l'exercice écoulé le 31 décembre 2021 et 2020, se compose comme suit :

	31.12.2021	31.12.2020
Impôts et taxes	1 507 553	1 817 651
Escomptes attribués pour paiement comptant	2 179	148
Créances irrécouvrables	867	-
Différences de change défavorables	16 515 102	10 328 365
Pertes et charges dans les autres immobilisations financières	122 204	91 843
Charges et pertes dans des investissements non financiers	120 272	-
Amendes et pénalités	219 418	212 134
Corrections relatives à des exercices précédents	2 891 366	412 314
Autres	97 921	51 784
TOTAL	21 476 882	12 914 239

21.7. Résultats financiers

Les résultats financiers se composent comme suit :

CHARGES ET PERTES DE FINANCEMENT	31.12.2021	31.12.2020
Charges d'intérêts	2 444 692	2 648 479
Autres charges et pertes de financement	927 032	668 612
TOTAL	3 371 724	3 317 091

21.8. Compte de régularisation

Les charges et les produits constatés d'avance se composent comme suit :

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	31.12.2021	31.12.2020
Charges à comptabiliser - assurances	628 779	679 397
Autres	855 731	527 833
TOTAL	1 484 510	1 207 230

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	31.12.2021	31.12.2020
Produits à comptabiliser – NCRF 19	1 354 677	1 473 019
Facturation à comptabiliser	151 986	145 095
TOTAL	1 506 663	1 618 114

21.9. Autres comptes débiteurs et autres comptes créditeurs

Le poste « Autres comptes débiteurs », au 31 décembre 2021 et 2020, se compose comme suit :

	31.12.2021	31.12.2020
Fournisseurs soldes débiteurs	488 713	1 036 692
Avances aux fournisseurs	1 105 580	2 970 425
Débiteurs pour hausse des revenus	19 099 483	33 210 491
Acomptes sur ventes	333 706	225 262
Personnel	51 628	35 905
Débiteurs divers	14 083 611	15 288 851
TOTAL	35 162 721	52 767 626

Le montant concernant les « Débiteurs pour hausse des revenus » est lié, surtout, à l'application de la méthode du pourcentage d'avancement, conformément à la règle comptable NCRF 19 - « Contrats de construction ».

Le poste « Autres comptes créditeurs », au 31 décembre 2021 et 2020, se compose comme suit :

	31.12.2021	31.12.2020
Clients soldes créditeurs	64 107	38 106
Personnel	1 779 605	1 535 638
Fournisseurs d'investissements	563 674	1 394 002
Créanciers pour hausse des charges – rémunérations	2 407 165	1 967 223
Créanciers pour hausse des charges – autres	6 406 165	3 682 718
Créanciers divers	3 810 926	2 992 675
TOTAL	15 031 642	11 610 362

21.10. Proposition d'affectation des résultats

Conformément aux dispositions légales et statutaires, à la politique de juste rémunération du capital investi et au renforcement de sa solvabilité, le Conseil d'administration propose dans le rapport de gestion individuel que le résultat net de l'exercice, à hauteur de 5 782 682 euros, soit distribué comme suit :

- Dividendes : 1 800 000 euros, ce qui correspond à 1,00 euros par action ;
- Autres réserves : 3 982 682 euros.

22. INFORMATIONS À FOURNIR IMPOSÉES PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES

L'entreprise n'a aucune dette envers l'État, au titre du décret-loi n° 534/80, du 7 novembre.

En application du Code portugais des Régimes contributifs du système de prévoyance de la Sécurité Sociale, la situation de l'entreprise au regard de la Sécurité Sociale est en règle, dans les délais impartis par la loi.

Informations supplémentaires pour les entités visées à l'article 2, paragraphe 1, point h) et à l'article 9, paragraphe 4, tous les deux du décret-loi n° 158/2009, du 13 juillet, tel que modifié par le décret-loi n° 98/2015, du 2 juin :

22.1. Chiffre d'affaires net ventilé par marchés géographiques

	31.12.2021	31.12.2020
Portugal	102 347 785	63 022 364
Angola	23 188 016	22 366 506
Mozambique	10 015 240	10 159 226
Zimbabwe	585 684	7 904 174
Zambie	3 351 332	7 941 134
Malawi	11 964 151	10 464 089
Gabon	4 778 506	2 103 156
TOTAL	156 230 714	123 960 649

22.2. Honoraires du Contrôleur légal des comptes

En 2021 les honoraires du Contrôleur légal des comptes se sont élevés à 32 650 euros (2020 : 30 250 euros).

L'administration,

Le comptable certifié,





04

**Rapport et avis du
Conseil de surveillance**

04

CONSEIL DE SURVEILLANCE

EXERCICE DE 2021

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

En application des dispositions légales, le Conseil de surveillance présente ci-après son rapport et donne son avis sur le rapport consolidé de gestion, le bilan et les comptes consolidés et la proposition d'affectation des résultats qui lui ont été présentés par le Conseil d'administration de Conduril - Engenharia, S.A., concernant l'exercice clos le 31 décembre 2021.

RAPPORT

Dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil s'est réuni régulièrement et a suivi l'activité sociale et l'évolution des affaires de Conduril - Engenharia, S.A., tout en veillant et en assurant le respect de la loi et des statuts, afin de prendre connaissance des actes pris par le Conseil d'administration, qui a toujours fourni les précisions demandées.

Toujours dans l'exercice de ses fonctions, le Conseil a soigneusement examiné le rapport de gestion consolidé présenté par le Conseil d'administration, le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé, les flux de trésorerie consolidés et les variations des capitaux propres consolidés, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2021, ainsi que l'annexe et ses notes explicatives. Ces documents sont considérés en bon ordre et, dans son ensemble, donnent une image fidèle de l'activité développée et de la situation patrimoniale.

Dans le cadre de sa compétence, le Conseil a été informé des travaux qui ont été développés au cours de l'année par le cabinet d'audit, il a obtenu de celui-ci les renseignements et les précisions, fournies par sa représentante, nécessaires à la surveillance du contrôle légal et des documents de reddition des comptes, il a pris acte du rapport respectif de conclusions et de recommandations d'audit envoyé au Conseil d'administration, et il a examiné la certification légale des comptes consolidés, document qui mérite son accord par rapport à sa teneur.

Également dans le cadre de sa compétence, le Conseil marque son accord concernant les méthodes comptables et les critères d'évaluation utilisés.

Eu égard à ce qui précède, le Conseil considère que le rapport de gestion, le bilan, le compte de résultat, les flux de trésorerie et les variations des capitaux propres, consolidés, permettent, dans leur ensemble, la bonne compréhension de la situation financière de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2021, et des résultats de l'exercice clos à cette date, et considère également que les dispositions légales et statutaires ont été respectées.

Finalement, le Conseil souhaite, à l'image du Conseil d'administration, remercier les collaborateurs pour leur engagement et dévouement.

Ainsi, le Conseil de surveillance est de l'

AVIS

1. que le rapport de gestion consolidé, le bilan consolidé, les comptes consolidés et leurs annexes, concernant l'exercice clos le 31 décembre 2021, soient approuvés,
2. que la proposition d'affectation des résultats comprise dans le rapport de gestion consolidé, dans les termes présentés par le Conseil d'administration, soit approuvée.

Fait à Ermesinde, le 24 mars 2022

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Júlio Gales Ferreira Pinto

Deolinda Paula Baptista Nunes

Jorge Manuel Silva Tavares





Certification légale des comptes consolidés

05

05

CERTIFICATION LÉGALE DES COMPTES

RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

OPINION

Nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Conduril - Engenharia, S.A. (le groupe), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2021 (présentant un total de 381 358 328 euros et un total de capitaux propres de 195 328 088 euros, incluant un résultat net de 5 782 682 euros), le compte de résultat consolidé par nature, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'année écoulée à cette date, ainsi que les notes annexées aux états financiers consolidés comprenant une synthèse des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints reflètent fidèlement, dans tous leurs aspects essentiels, la situation financière consolidée de Conduril - Engenharia, S.A. au 31 décembre 2021, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie consolidés pour l'année écoulée à cette date, conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable.

FONDEMENTS

Notre audit a été mené conformément aux normes internationales d'audit (ISA) et aux autres normes et orientations techniques et éthiques de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes (OROC, Ordem dos Revisores Oficiais de Contas). En vertu de ces normes, nos responsabilités sont décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur concernant l'audit des états financiers consolidés » ci-dessous. Conformément à la loi, nous sommes indépendants des entités faisant partie du groupe et répondons à toutes les exigences éthiques du code d'éthique de l'ordre portugais des contrôleurs légaux des comptes.

Nous sommes convaincus que les éléments probants d'audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

RESPONSABILITÉS DE L'ORGANE DE GESTION ET DE L'ORGANE DE SURVEILLANCE CONCERNANT LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

L'organe de gestion est responsable de :

- la préparation d'états financiers consolidés réfléchissant fidèlement la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie du groupe conformément aux Normes comptables et d'information financière adoptées au Portugal à travers le Système de normalisation comptable ;
- l'établissement du rapport consolidé de gestion en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;
- la création et maintenance d'un système de contrôle interne approprié afin de permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs ;
- l'adoption de critères et de méthodes comptables appropriés au vu des circonstances ; et
- l'évaluation de la capacité du groupe à maintenir ses opérations, en diffusant, le cas échéant, les questions pouvant soulever des doutes sérieux concernant la continuité des activités.

L'organe de surveillance est responsable de la procédure de préparation et de publication de l'information financière du groupe.

RESPONSABILITÉS DE L'AUDITEUR CONCERNANT L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Notre responsabilité est d'obtenir une assurance raisonnable sur le fait que l'ensemble des états financiers consolidés sont exempts d'inexactitudes significatives, en raison de fraudes ou d'erreurs, et d'établir un rapport présentant notre opinion. On entend par « assurance raisonnable » un niveau élevé de sécurité, mais non la garantie qu'un audit mené conformément aux normes ISA détectera toujours l'existence d'inexactitudes significatives. Ces inexactitudes peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées significatives lorsque l'on peut raisonnablement attendre qu'elles, seules ou combinées, peuvent influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs ayant pour base ces états financiers.

Dans le cadre d'un audit conforme aux normes ISA, nous portons des appréciations professionnelles avec une attitude de scepticisme professionnel au cours de l'audit et nous :

- identifions et évaluons les risques d'inexactitude significative des états financiers consolidés, en raison de fraudes ou d'erreur, nous définissons et exécutons des procédures d'audit répondant à ces risques, et nous obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque qu'une inexactitude significative ne soit pas détectée en raison de fraudes est plus élevé qu'en raison d'erreurs, une fois que les fraudes peuvent impliquer des collusions, des falsifications, des omissions intentionnelles, de fausses déclarations ou des chevauchements avec le contrôle interne ;
- obtenons une compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées au vu des circonstances, mais non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- évaluons l'adéquation des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations correspondantes fournies par l'organe de gestion ;
- apprécions l'adéquation de l'utilisation, par l'organe de gestion, du principe de la continuité et, sur base des éléments probants d'audit, s'il existe une incertitude significative liée à des événements ou des conditions pouvant soulever des doutes sérieux quant à la capacité du groupe à maintenir ses activités. Si nous concluons qu'il existe une incertitude significative, nous devons attirer l'attention dans notre rapport sur ces informations dans les états financiers consolidés ou, si celles-ci ne sont pas appropriées, changer notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants d'audit obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Néanmoins, des événements ou des conditions futurs peuvent conduire le groupe à cesser ses activités ;
- évaluons la présentation, la structure et le contenu global des états financiers consolidés, y compris les informations, et si ces états financiers reflètent les transactions et les événements sous-jacents afin d'attendre une présentation appropriée ;
- obtenons des éléments probants d'audit suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités ou des activités au sein du groupe afin d'exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de l'orientation, de la supervision et de la performance de l'audit du groupe, ainsi que les responsables en dernier ressort de notre opinion concernant l'audit ;
- communiquons avec les responsables de la gouvernance, entre autres, la portée et le calendrier prévu de l'audit, ainsi que les conclusions significatives de l'audit, y compris tout manquement significatif de contrôle interne identifié au cours de l'audit.

Notre responsabilité inclut également la vérification de la concordance entre l'information figurant au rapport consolidé de gestion et les états financiers consolidés.

RAPPORT SUR D'AUTRES EXIGENCES JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

SUR LE RAPPORT CONSOLIDÉ DE GESTION

En application de l'article 451, paragraphe 3, point e) du Code portugais des Sociétés commerciales, nous sommes d'avis que le rapport consolidé de gestion a été préparé en conformité avec les exigences juridiques et réglementaires applicables en vigueur, que l'information y figurant est conforme aux états financiers consolidés qui ont fait l'objet d'audit et que, compte tenu de la connaissance et de l'évaluation faite sur le groupe, nous n'avons pas identifié d'inexactitudes significatives.

Fait à Porto, le 24 mars 2022

Horwath & Associados, SROC, Lda.
Représenté par Ana Raquel Borges L. Esperança Sismeiro, CLC
Registre OROC n° 1126
Registre CMVM n° 20160738



CONDURIL - ENGENHARIA, S.A.

Avenida Eng.º Duarte Pacheco, n.º 1835
4445-416 Ermesinde - Portugal
T. +351 229 773 920
geral@conduril.pt

CONDURIL ANGOLA

Rua 2 IL (ao Largo do Ambiente)
Município de Ingombota - Luanda - Angola
T. +244 929 637 913/9
expgeralluanda@conduril.pt

CONDURIL MOÇAMBIQUE, ENOP

Estrada Nacional n.º 4, Tchumene 2,
Parcela 3380/12 - Matola - Moçambique
T. +258 203 004 71
delegacao@conduril.co.mz

CONDURIL ZÂMBIA

Plot 3817 Martin Mwamba Road
PO Box 473 P/Bag E891 Manda Hill
Lusaka - Zambia
T. +260 211 291 441
zambia@conduril.pt

CONDURIL MALAWI

Plot BC 922 House 5, Area Mandala
PO Box 907
Blantyre - Malawi
T. +265 994 956 884
malawi@conduril.pt

CONDURIL GABÃO

Nzeng-Ayong (Après le carrefour GP)
Libreville - Gabon
gabon@conduril.pt

CONDURIL AÇORES

Rua de São Gonçalo, n.º 2013 - 2.º Dt.º
9500-343 Ponta Delgada - Portugal

MÉTIS

Parque Industrial de Viana - B.º
Capalanga
Município de Viana - Luanda - ANGOLA
T. +244 939 212 517
expgeral@metis-engenharia.com

URANO

Polo Industrial de Viana, Zona do Km 25
Município de Viana - Comuna do
Zango - Luanda - ANGOLA
T. +244 939 133 245
geral@urano-metalomecanica.com

EDIRIO, CONSTRUÇÕES, S.A.

Rua Dr. Francisco Sá Carneiro, 22
4825-087 Água Longa - Santo Tirso
T. +351 229 688 411
geral@edirio.pt

CONDURIL ZIMBABUÉ

75, Tredgold Way, Lincoln Green
Belvedere, Harare - Zimbabwe

